



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 MARS 1909.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th MARCH, 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 février 1909, de nommer MM. Xavier Fortier, Omer Laliberté, Octave Talbot, Frs Xavier Côté, Cyrille Côté, Alphonse Demers et Gaudiose Guérard, conseillers de la municipalité de Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudun, comté de Lotbinière, en vertu des dispositions de l'article 326 du code municipal. 1085

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de février 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi, MM. Louis Léon Dionne, cultivateur, Syfroid Desjardins, sr., forgeron, de Saint-Edouard de Péribonka, Emile Moreau, cultivateur, Pointe à Taillon, Péribonka, Charles Lindsay, cultivateur, de Honfleur, comté du Lac Saint-Jean. 1099

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24<sup>e</sup> jour de février 1909, de nommer M. Joseph Morin, notaire, de la cité de Saint-Hyacinthe, auditeur de la province. 1097

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 26th February, 1909, to appoint Messrs. Xavier Fortier, Omer Laliberté, Octave Talbot, Frs. Xavier Côté, Cyrille Côté, Alphonse Demers and Gaudiose Guérard, councillors of the municipality of Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudun, county of Lotbinière, in virtue of the provisions of article 326 of the municipal code. 1086

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of February, 1909, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi, Messrs. Louis Léon Dionne, farmer, Syfroid Desjardins, sr., blacksmith, of Saint Edouard de Péribonka, Emile Moreau, farmer, Pointe à Taillon, Peribonka, Charles Lindsay, farmer, of Honfleur, county of Lake Saint John. 1100

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24<sup>th</sup> day of February, 1909, to appoint Mr. Joseph Morin, notary, of the city of Saint Hyacinthe, auditor of the province. 1098

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24<sup>e</sup> jour de février 1909, de nommer M. Louis E. Warren, agent des terres au Nominating [de la cité de Montréal, juge de paix, en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Pontiac. 1081

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th day of February, 1909, to appoint Mr. Louis E. Warren, Crown lands agent at Nominating, of the city of Montreal, justice of the peace, in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Pontiac. 1082

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24<sup>e</sup> jour de février, 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th day of February, 1909, to associate to the commission of the peace for the :

District de Saint-François.—MM. Charles Valance, marchand, de Notre-Dame des Bois, (Chesham), dans le comté de Compton.

District of Saint Francis.—Messrs. Charles Valance, merchant, of Notre-Dame des Bois, (Chesham), in the county of Compton.

District de Trois-Rivières.—M. François Xavier Giroux, marchand, de la cité de Trois Rivières.

District of Three Rivers.—Mr. François Xavier Giroux, merchant, of the city of Three Rivers.

District de Montréal.—MM. John William Hughes, plombier, (26, rue Bayle), Henry McLaughlin, officier de douane (100, rue Saint-Mathieu), Henry Lazarus, gérant de commerce, (222, rue Notre-Dame) et Alfred Racine, fils, tailleur de pierre, de la cité de Montréal.

District of Montreal.—Messrs. John William Hughes, plumber, (26, Bayle street), Henry McLaughlin, custom house officer (100, Saint Mathieu street), Henry Lazarus, business manager, (222, Notre Dame street), and Alfred Racine, junior, stone cutter, of the city of Montreal.

District de Gaspé.—M. Jules Dufour, cultivateur, d'Avignon, comté de Bonaventure.

District of Gaspé.—Mr. Jules Dufour, farmer, of Avignon, county of Bonaventure.

District de Richelieu.—M. Onésime Boudreau, de la paroisse de la Visitation, dans le comté d'Yamaska 1079

District of Richelieu.—Mr. Onésime Boudreau, of the parish of La Visitation, in the county of Yamaska. 1080

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du seize septembre 1902, pour la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, et de nommer par commission en date du deux mars 1909, MM. Joseph Carrières, bedeau, Timoléon Legault, Urgel Daoust, Napoléon Valois et Joseph Legault, fils d'Ovide, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, commissaires de la dite cour.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the sixteenth day of September, 1902, for the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, and to appoint by commission dated the second of March, 1909, Messrs. Joseph Carrières, beadle, Timoleon Legault, Urgel Daoust, Napoléon Valois and Joseph Legault, son of Ovide, farmers, of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, commissioners of the said court.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du vingt février 1909, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de Saint-Malo d'Auckland, dans le comté de Compton, et de nommer MM. Eustache O. Durocher, cultivateur, Téléphore S. Lemieux, marchand, de Saint-Malo, Jean Baptiste Paradis, sr., cultivateur, Joseph Roy, marchand, de Malvina, et Joseph Fauteux, cultivateur, de Saint-Malo, commissaires de la dite cour. 1163

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by commission dated the twentieth of February, 1909, to establish a court for the summary trial of small causes, for the parish of Saint Malo d'Auckland, in the county of Compton, and to appoint Messrs. Eustache O. Durocher, farmer, Téléphore S. Lemieux, merchant, of Saint Malo, Jean Baptiste Paradis, sr., farmer, Joseph Roy, merchant, of Malvina, and Joseph Fauteux, farmer, of Saint Malo, commissioners of the said court 1164

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du premier mars 1909, de nommer M. Robert Campbell, avocat et conseil du Roi, de la cité de Québec, greffier du conseil législatif de notre province de Québec. 1165

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the first of March, 1909, to appoint Mr. Robert Campbell, advocate and King's Counsel, of the city of Québec, clerk of the Legislative council of our province of Québec. 1166

#### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

#### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

##### Nomination d'un commissaire d'écoles.

##### Appointment of a school commissioner.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 février dernier, 1909, de nommer M. Xavier Lefebvre, commissaire d'écoles pour la paroisse de Saint-Prosper, comté de Champlain, en remplacement de M. Pierre Caron, démissionnaire. 1131

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th February last, 1909, to appoint Mr. Xavier Lefebvre, a school commissioner for the parish of Saint Prosper, county of Champlain, to replace Mr. Pierre Caron, resigned. 1132

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix huit octobre 1897, pour la paroisse de Saint-Guillemme d'Upton, comté d'Yamaska, et de nommer par commission, en date du vingt-sept février 1909, MM. Edouard Saucier, cultivateur, Judée Chevrefils dit Belisle, agriculteur, et Victor Dessert, comérent, de Saint-Guillemme d'Upton, commissaires de la dite cour. 1105

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the eighteenth of October, 1897, for the parish of Saint Guillaume d'Upton, county of Yamaska, and to appoint by commission, dated the twenty seventh February, 1909, Messrs. Edouard Saucier, farmer, Judée Chevrefils dit Belisle, agriculturist, and Victor Dessert, trader, of Saint Guillaume d'Upton, commissioners of the said court. 1103

## Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Booth Copper Company", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. Charles Edmund Teesdale Harris, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 26 février 1909. 1083

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 1er mars 1909, d'approuver, en faveur de Louis Albert Bédard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Charles Bédard, en son vivant notaire public, participant à Saint-Rémi, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 1er mars 1909. 1101

No 3034.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 février dernier, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Temiscamingue, dans le comté de Pontiac les biens-fonds du 4e rang du canton de Duhamel, ayant les numéros 59 et suivants jusqu'à 63 inclusivement, ceux du 5e rang de ce canton ayant les numéros 58 et suivants jusqu'à 63 inclusivement, et celui du 6e rang du même canton, ayant le numéro 58, et d'annexer ces biens-fonds à la municipalité scolaire de Guigues, dans le même comté.

No 2217.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 1er mars courant, 1909, de détacher le No 51 du rang Saint-Guillaume, paroisse de Sainte-Claire, comté de Dorchester, et de l'annexer pour les fins scolaires, à la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Bellechasse. 1127

No 2466.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire, pour les catholiques seulement.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 février dernier, 1909, d'ériger le canton de Eardley, dans le comté d'Ottawa, en municipalité scolaire distincte, ne concernant que les catholiques compris dans ce canton. 1129

No 3296.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 février dernier, 1909, d'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Angèle de Méridi, dans le comté de Matane, les biens-fonds se trouvant dans le premier rang du canton Massé, ayant les numéros 51 et suivants jusqu'à 72 inclusivement.

## Government Notices

Notice is hereby given that "The Booth Copper Company", authorized to do business in this province, has appointed, by a new power of attorney, Mr. Charles Edmund Teesdale Harris, of the city of Montreal, its principal agent, with its head office in the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Quebec, 26th February, 1909. 1084

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st March, 1909, to approve in favor of Louis Albert Bedard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Remi, county of Napierville, district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Charles Bedard, in his lifetime notary public, practising at Saint Remi, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Quebec, 1st March, 1909. 1102

No. 3034.08

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of February last, 1909, to detach from the school municipality of Temiscamingue, in the county of Pontiac, the lots in the 4th range of the township of Duhamel, bearing the numbers 59 and up to 63 inclusively, those of the 5th range of this township bearing the numbers 58 and up to 63 inclusively, and that of the 6th range of the same township, bearing the number 58, and to annex these lots to the school municipality of Guigues, in the same county.

No. 2217.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of March instant, 1909, to detach the No. 51 of the range Saint Guillaume, parish of Sainte Claire, county of Dorchester, and to annex the same for school purposes, to the parish of Saint Lazare, in the county of Bellechasse. 1128

No 2466.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a school municipality for catholics only.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of February last, 1909, to erect the township of Eardley, in the county of Ottawa, into a separate school municipality, concerning only the catholics comprised in the township. 1129

No. 3296.08

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th February last, 1909, to annex to the school municipality of Sainte-Angèle de Méridi, in the county of Matane, the lots in the first range of the township Massé, bearing the numbers 51 and up to 72 inclusively.

No 36.84.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 février dernier, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, les biens fonds connus au cadastre officiel de Tingwick, sous les numéros 1035, 1037, 1039 et 1040, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Rémi de Tingwick, dans le même comté. 1125

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 24 février 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les amendements suivants aux règlements du Conseil d'Hygiène de la province de Québec, soient approuvés conformément aux dispositions de la section I, de l'Ed. VII, ch. 19.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Les règlements du Conseil d'Hygiène de la province de Québec sont de nouveau amendés ainsi qu'il suit :

I.—L'article 15*d* est amendé en retranchant le mot "ou" qui se trouve après le mot "publique", vers le premier tiers de l'article, et en insérant après le mot "publics" vers le milieu de l'article, les mots "sur le plancher d'aucun établissement industriel, d'aucun atelier, d'aucune maison d'éducation, d'aucuns autres établissements dans lesquels se réunissent plusieurs personnes".

II.—L'article suivant est intercalé entre l'article 39*e* et l'article 40, et devient le premier article de la série de règlements relatifs à l'habitation :

"39*e*. Dans tout les villes dont la population atteint ou dépasse dix mille âmes, il est interdit de procéder à la construction d'édifices, maisons et dépendances quelconques, de même qu'au remodelage des constructions existantes, avant d'en avoir soumis les plans et devis détaillés à l'autorité sanitaire municipale, et d'avoir obtenu l'approbation de son officier exécutif. Cette approbation ne sera donnée qu'en autant que les plans ou devis indiquent que l'exécution des dispositions des présents règlements a été prévue. Pour toute infraction à ce règlement, le contrevenant devient passible d'une amende de vingt dollars, et d'une amende de un dollar par jour pour chaque jour, en sus de deux, que dure l'infraction".

III.—L'article 43 est amendé en intercalant, après les mots "construction nouvelle", au commencement du dit article, les mots : "ou dans toute construction qu'il s'agit de remodeler".

IV.—L'article 43*d* est remplacé par les dispositions suivantes :

"43*d*. Il est interdit de construire une habitation ou un logement, ou de procéder à remodeler une habitation ou un logement, dont une ou des chambres destinées à l'occupation de jour ou de nuit, ne seraient pas pourvues chacune d'une fenêtre ouvrant directement au dehors de la bâtisse, soit sur une rue ou place publique, soit sur une cour ou autre espace libre dont la superficie aura été, au préalable, jugée suffisante par l'autorité sanitaire municipale ; mais dans aucun cas, l'autorité sanitaire municipale pourra autoriser la construction d'une chambre sur une cour ou autre espace libre, lorsque la seule fenêtre possible pour cette chambre se trouverait à faire face à un mur dont la hauteur dépasserait le double de la distance entre ce mur et la base de la fenêtre projetée.

La surface vitrée de la fenêtre ou de l'ensemble des fenêtres d'une chambre ne sera jamais moins d'un dixième de la surface du plancher de la chambre.

Une chambre dépourvue de fenêtre ne pourra être considérée comme faisant partie d'une chambre munie de fenêtre lui adossée, qu'en autant que 80 pour cent du côté mitoyen reste entièrement libre et qu'il n'y ait pas de portes entre ces deux chambres.

No. 36.84.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of February, last, 1909, to detach from the school municipality of Tingwick, in the county of Arthabaska, the lots known on the official cadastre of Tingwick, as numbers 1035, 1037, 1039 and 1040, and to annex them to the school municipality of Saint Rémi de Tingwick, in the same county. 1126

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 24 h February, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following amendments to the by-laws of the Board of Health of the province of Québec, be approved pursuant to the provisions of section I, of l'Ed. VII, ch. 19.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of the Executive Council.

The by laws of the Board of Health of the province of Québec, are further amended as follows :

I.—Article 25*d* is amended by striking out the word "or" which comes after the word "places" in the first third of the article, and inserting after the word "boat" about the middle of the article, the words "on the floor of any industrial establishment, workshop, educational institution, or any other establishments in which several persons congregate."

II.—The following article is inserted between article 39*e* and article 40, and becomes the first article of the series of by-laws relative to dwellings.

"39*e*. In all towns with a population of ten thousand persons or over, it is forbidden to proceed with the construction of buildings, houses and dependencies of any kind, as also the remodeling of existing structures, without submitting the detailed plans and specifications thereof to the municipal sanitary authority, and to have obtained the approval of its executive officer. Such approval shall only be given when the plans or specifications show that the carrying out of the provisions of the present by-laws have been provided for. For any infringement of this by-law, the offender becomes liable to a fine of twenty dollars, and to a fine of one dollar per day, for each day over two the infringement lasts."

III.—Article 43 is amended by inserting after the words "new buildings", at the beginning of the said article, the words : "or in any buildings about to be remodeled."

IV.—Article 43*d* is replaced by the following provisions :

"43*d*. It is forbidden to erect a dwelling or to proceed to the remodeling of a dwelling in which one or more rooms intended to be occupied during the day or during the night, would not be provided each with a window opening directly into the external air, either into a street or public square or into a yard or other vacant space, the area of which will have been previously found sufficient by the municipal sanitary authority ; but in no case shall the municipal sanitary authority, authorize the building of a room on a yard or other vacant space, when the only window possible for such room would be facing a wall, whose height would exceed twice the distance between such wall and the base of the projected window.

The glass area of the window or of the whole of the windows shall never be less than one tenth of the area of the floor of the room.

A room without a window shall not be considered as forming part of an adjoining room provided with a window, unless 80 per cent of the *mitoyen* side remains entirely free and that there are no doors between such two rooms.

Les cours et courettes fermées de tous côtés par des constructions sont interdites, pour toutes les maisons nouvelles ou remodelées qui doivent avoir plus d'un étage, lorsque telles cours ou courettes doivent être utilisées pour l'admission de l'air ou de la lumière dans la maison. L'autorité sanitaire municipale pourra, cependant, tolérer, dans certaines circonstances qu'il lui appartiendra d'apprécier, celles des cours et courettes pour lesquelles il aura été pourvu, au niveau du sol, à une prise d'air dans la rue, au moyen d'un ou de conduits dont le diamètre total moyen sera d'au moins sept pieds. Ces conduits ne devront jamais être obstrués, leurs orifices pourront être protégés par des grilles.

V.—Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 43i et répété à la fin de l'article 43j :

" Les dispositions de cet article deviennent applicables à tout immeuble existant, auquel il est projeté de faire des extensions "

VI.—L'article suivant est ajouté après l'article 57 :

" 57a. Il est interdit de déverser directement ou indirectement des eaux usées dans les fossés des chemins publics. Pour chaque infraction à ce règlement le contrevenant devient passible d'une amende n'excedant pas vingt dollars "

Copie conforme.

1177  
GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.  
La publication du 27 février 1909, est nulle.

No 1050-07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi scolaire, le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'on lui a demandé d'ériger en municipalité scolaire distincte, la nouvelle paroisse de Sainte-Sabine, dans les comtés de Bellechasse et de Dorchester, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 7 mars 1907. 1017.2

No 3440-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Albert, comté de Gaspé, le territoire appartenant aux deux municipalités scolaires du village de Gaspé, et de la Baie de Gaspé-Sud, dans le comté de Gaspé.

Cette érection ne concernera que les catholiques compris dans ce territoire, 1015.2

No 3850-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi scolaire, le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'on lui a demandé de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jérôme de Matane, dans le comté de Matane, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse Saint-Jérôme de Matane, les numéros 68 et suivants jusqu'à 76 inclusivement, les numéros 289 et suivants jusqu'à 300 inclusivement, les numéros 304 et suivants jusqu'à 316 inclusivement et partie des biens-fonds ayant au dit cadastre officiel les numéros 78, 86, 89, 90, 91, 93, 95, 105, 106, 111, 112, 120, 121, 131, 146, 157, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 301, 302 et 303, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane, dans le même comté. 1019.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province

The courts and yards inclosed on all sides by buildings are forbidden, for all new or remodeled houses which will have more than one story, when such courts or yards are to be utilized for the admission of air or light into the house. The municipal sanitary authority may, however, tolerate, under certain circumstances, of which it shall be the judge, that of courts or yards, for which have been provided, on the level of the ground, with a draft of air from the street by means of one or more conduits whose total average diameter shall be at least seven feet. Such conduits shall never be obstructed, their openings may be protected by gratings.

V.—The following is added to the end of article 43i and repeated at the end of article 43j.

" The provisions of this article become applicable to every existing building, to which extensions are contemplated "

VI.—The following article is added after article 57 :

" 57a. It is forbidden to directly or indirectly divert waste waters into the ditches of public roads. For each infringement of this by-law the offender becomes liable to a fine not exceeding twenty dollars.

1178  
GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.  
The publication of the 27th February, 1909, is null.

No. 1050 - 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the school act, the Superintendent of Public Instruction gives notice, that application has been made to him, to erect into a distinct school municipality, the new parish of Saint Sabine, in the counties of Bellechasse and Dorchester, with the limits assigned to it by the proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 7th of March, 1907. 1018

No. 3440-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION  
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Pursuant to the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the surintendant gives notice, that application has been made to him, to erect into distinct school municipality, under the name of Saint Albert, county of Gaspé, the territory attached to the two school municipalities of village of Gaspé, and of the Bay of Gaspé-South, in the county of Gaspé.

This erection shall only affect the catholics comprised in said territory. 1016

No. 3850-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION  
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the School Act, the Superintendent of Public Instruction gives notice, that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Jerome de Matane, in the county of Matane, the properties bearing on the official cadastre of the parish of Saint Jerome de Matane, the numbers 68 and up to 76 inclusive, the numbers 289 and up to 300 inclusive, the numbers 304 and up to 316 inclusive and part of the properties bearing on the said official cadastre the numbers 78, 86, 89, 90, 91, 93, 95, 105, 106, 111, 112, 120, 121, 131, 146, 157, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 301, 302 and 303, and to annex them to the school municipality of the village of Saint Jerome of Matane, in the same county. 1020

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of

de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit février 1909, constituant en corporation MM. Adolphe Tanguay, marchand, de Weedon, Louis Camille Uldéric Brien, peintre, et Lydia Triganne Ouellet, rentière, de Sherbrooke, Azéline Tellier Brien, rentière, J. A. Anatole Brien, photographe, et J. Alexandre Brien, agent, de la cité de Montréal, Lucius Triganne Valcourt, rentière, et Rose Triganne, maître de poste de Warwick, dans les buts suivants, savoir : assurer aux membres de la société et à toutes autres personnes une inhumation convenable et gratuite à l'aide d'une légère contribution mensuelle ou annuelle à être déterminée par les règlements de la compagnie en se chargeant des frais de sépulture et autres frais funéraires en rapport avec l'inhumation de personnes décédées ; et d'être autorisés à acheter, fabriquer et vendre toutes marchandises et objets servant ou devant servir à l'inhumation, et enfin être autorisés à faire tous les actes et opérations ordinaires d'un entrepreneur de pompes funèbres moyennant une légère contribution mensuelle ou annuelle ou autre, sous le nom de "La Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit février 1909, constituant en corporation l'honorable John Sharples, marchand, MM. George Elie Amiot, manufacturier, William Price, marchand, John Théodore Ross, marchand, Jules Hone, junior, agent, Charles Frémont, avocat, Charles de Rouville, gérant, l'honorable Edmund James Flynn, avocat, de la cité de Québec, dans le but suivant, savoir : avoir et posséder des vaches à lait, acheter, vendre et disposer des vaches à lait, vendre le lait de ces vaches, acheter et vendre du lait, et en faire le commerce, aussi manufacturer, acheter et vendre tous les produits de la laiterie, et en faire le commerce, sous le nom de "The Pure Milk Company of Quebec," avec un capital total de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en huit mille (8,000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1909, constituant en corporation MM. Antoine Achille Leduc, marchand, Louis Alphonse Arcand, entrepreneur, de Bécancourt, Joseph Oscar Arcand, ingénieur civil, de Trois Rivières, Edmond Henri Germain, ingénieur civil, et F. X. Ernest Loignon, ingénieur civil, de la cité de Montréal, dans le but suivant, savoir : entreprises de construction spécialement en béton et béton armé, sous le nom de "La Compagnie Alpha", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1909, incorporating Messrs. Adolphe Tanguay, merchant, of Weedon, Louis Camille Uldéric Brien, painter, and Lydia Triganne Ouellet, rentière, of Sherbrooke, Azéline Tellier Brien, rentière, J. A. Anatole Brien, photographer, and J. Alexandre Brien, agent, of the city of Montreal, Lucius Triganne Valcourt, rentière, and Rosa Triganne, postmistress of Warwick, for the following purposes, to wit : to secure for the members and all other persons a suitable and free burial, by the aid of a small monthly or annual contribution to be determined by the by-laws of the company, by taking charge of the burial expenses and other funeral expenses in connection with the burial of deceased persons ; and to be authorized to buy, manufacture and sell all goods and objects used or that may be used for burial purposes, and finally to be authorized to perform all the acts and ordinary works of an undertaker, by means of a small monthly, annual or other contribution, under the name of "La Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sherbrooke.

Dated at the office of the provincial secretary, this eighteenth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1909, incorporating Messrs. the honorable John Sharples, merchant, George Elie Amyot, manufacturer, William Price, merchant, John Théodore Ross, merchant, Jules Hone, junior, agent, Charles Frémont, advocate, Charles de Rouville, manager, the honorable Edmund James Flynn, advocate, of the city of Quebec, for the following purpose, to wit : to have and own milk cows, sell and dispose of same, sell the milk of such cows, buy and sell milk and carry on the business thereof, also manufacture, buy and sell all the products of the dairy, and carry on the business thereof, under the name of "The Pure Milk Company of Quebec", with a total capital of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into eight thousand (8,000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated at the office of the secretary of the province this eighteenth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1909, incorporating Messrs. Antoine Achille Leduc, merchant, Louis Alphonse Arcand, contractor, of Bécancourt, Joseph Oscar Arcand, civil engineer, of Three Rivers, Edmond Henri Germain, civil engineer, and F. X. Ernest Loignon, civil engineer, of the city of Montreal, for the following purpose, to wit : construction work especially in concrete and reinforced concrete, under the name of "La Compagnie Alpha", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, this eighteenth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de février 1909, constituant en corporation M. M. Edouard Fabre Surveyer, avocat, Alexandre Chase Casgrain, avocat, Joseph William Waldon, avocat, Errol Malcolm McDougall, avocat, Stephen John LeHuray, comptable, Pierre François Casgrain, étudiant en droit, et Alexandre Jodoin, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autre titre légal, et de tenir, posséder, louer, vendre des terres, bâties et immeubles de toute sorte et description, et en disposer autrement ; construire, posséder et maintenir des maisons et autres bâties sur toutes terres possédées ou louées par la compagnie.

Manufacturer et produire de la vapeur, le gaz et l'électricité pour les fins de chauffage, cuisine ou éclairage, et fournir le pouvoir pour les dites fins à toutes les maisons et autres bâties appartenant à la compagnie dans la cité de Montréal.

Émettre en paiement de toute propriété acquise par la compagnie des actions ordinaires ou privilégiées du capital actions de la compagnie comme complètement payées et non cotisables.

Faire toutes choses nécessaires, convenables, utiles ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou acquisition d'aucun ou de tous les dits objets ci-dessus mentionnés, ou en rapport aux pouvoirs ci-dessus nommés, ou qui peuvent ou pourront en aucun temps paraître avantageux ou utiles pour la protection ou bénéfice de la corporation, soit comme actionnaires ou intéressés dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "The Royal Construction Company," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1909.

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de février 1909, constituant en corporation M. M. Alexander Campbell Calder, gérant, Philippe Durocher, avocat, Edgar Reginald Parkins, avocat, Calixte Tancrède Jetté, huissier, et Thomas Emilien Gadbois, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands en gros et en détail de toute sorte d'effets, articles de marchandises, aussi les affaires d'entrepôt en général dans toutes ses branches et en général pour le commerce et vendre tous les produits, provisions, matériaux et effets de toute description.

acheter, prêter, louer, construire ou acquérir autrement des vaisseaux à vapeur et autres vaisseaux, avec tout l'équipement et fourniture et les employer pour le transport des passagers, malles et marchandises de toutes sortes, et de faire les affaires de transport de marchandises par terre et par eau, armateurs, garde-magasins, propriétaires de quais, propriétaires de barges, débardeurs et agents expéditeurs.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs, faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée et nécessaires pour aider la compagnie à mettre en opération toutes ou aucune de ses entreprises avantagusement.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1909, incorporating Messrs. Edouard Fabre Surveyer, advocate, Alexandre Chase Casgrain, advocate, Joseph William Waldon, advocate, Errol Malcolm McDougall, advocate, Stephen John LeHuray, accountant, Pierre François Casgrain, student at law, and Alexandre Jodoin, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or other legal title and to hold, possess, lease, sell and otherwise dispose of land, buildings and real estate of every description and kind, and to construct, own and maintain houses and other buildings on any land possessed, leased or owned by the company.

To manufacture and produce steam, gas and electricity for the purpose of heating, cooking or lighting and of furnishing power for such purposes in and to any houses and other buildings owned by the company in the city of Montreal.

To issue in payment of any property acquired by the company common or preferred shares of the capital stock of the company as fully paid up and non-assessable.

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainments of any or all of the said objects herein enumerated or incidental to the powers herein named, or which shall or may at any time appear to be conducive to or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise, under the name of "The Royal Construction Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this eighteenth day of February, 1909.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1909, incorporating Messrs. Alexander Campbell Calder, manager, Philippe Durocher, advocate, Edgar Reginald Parkins, advocate, Calixte Tancrède Jetté, bailiff, and Thomas Emilien Gadbois, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of wholesale and retail merchants in all kinds of goods, wares and merchandise, also the business of general warehousemen in all its branches and generally to trade and deal in all produce, provisions, materials and goods of every description.

To purchase, charter, hire, build or otherwise acquire, steam and other ships or vessels, with all equipment and furniture and to employ the same in the conveyance of passengers, mails, and merchandise of all kinds, and to carry on the business of carriers by land and water, ship owners, warehousemen, wharfingers, barge-owners, lightermen and forwarding agents.

To do all acts and exercises all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on all or any of its undertakings.

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "Ellisons Company, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000 00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1909.

991.2 JOS. BOIVIN,  
Sous secrétaire de la province.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

633-5 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Québec, 29 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Albert Bédard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Bédard, en son vivant notaire public, pratiquant au dit lieu de Saint-Rémi, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

627-5 L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-partage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of this company, under the name of "Ellisons Company, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighteenth day of February, 1909.

992 JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Queb. c. 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

634 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.

Québec, 29th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Louis Albert Bédard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Rémi, in the county of Napierville, district of Iberville, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Bédard, in his lifetime notary public, practising at the said Saint Rémi, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

628 L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news

et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,  
Assistant G. C. L

835

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

1. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de

paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,  
Assistant C. L. C.

836

## LEGISLATIVE ASSEMBLY,

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of

Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer es taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et es culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer es lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que es dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

ne devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consc-

vill, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

837 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demande à la Législature

Les soussignés demandent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de leur accorder une charte les constituant, ainsi que toute personne qui se joindra à eux, en corporation, sous le nom de "La Ligue Antialcoolique de Québec".

L'objet de cette ligue est de promouvoir la cause de la tempérance, de combattre l'alcoolisme par tous les moyens légaux, par la parole, par les écrits, et spécialement en faisant poursuivre devant les tribunaux toutes les offenses commises contre la loi des licences.

O. CLOUTIER Ptre.  
P. B. DUMOULIN,  
CHS. LANGELIER,  
C. R. PAQUIN M. D.,  
EDM. ROUSSEAU.  
Québec, 1er février 1909. 649-5

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu J. H. Wilson à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament.

L. LYMAN,  
Procureur pour la requérante.  
Montréal, 2 février 1909. 647-5

Avis est par le présent donné que J. A. Bélanger, médecin, de Grosse Pointe, dans l'état de Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, sans examen.

DESAULNIERS & VALLEE.  
Montréal, 1er février 1909. 639-5

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la corporation de la ville de Limoilou s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la dite ville, *re*: élection, qualification et nombre des échevins, pouvoir d'emprunt, listes et nombre des quartiers, privilèges, et toutes choses concernant l'intérêt général de la ville.

J. E. CHAPLEAU,  
Sec. trésorier.  
P. AUG. CHOQUETTE,  
Procureur de la corporation de  
la ville de Limoilou.  
25 janvier 1909. 685-5

Les grevés et le curateur à la substitution créée par le testament de feu Isaïe Hurtubise, fils, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier par la législature la nomination d'un exécuteur testamentaire, et les divers actes qui ont été faits concernant l'administration de la dite succession, et lui concéder les pouvoirs nouveaux quant à la vente des biens de la dite substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,  
Procureurs.  
Montréal, 3 février 1909. 679-5

Validation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

838 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Application to the Legislature

The undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation, under the name of "Ligue Antialcoolique de Québec".

Its object being to promote the cause of temperance, to combat alcoholism by all legal means, by speech, by writings, and specially by bringing to the attention of the courts all offences committed against the licence law.

O. CLOUTIER, Ptre.  
P. B. DUMOULIN,  
CHS. LANGELIER,  
C. R. PAQUIN M. D.,  
EDM. ROUSSEAU.  
Québec, 1st February, 1909. 650

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said J. H. Wilson to increase the annual rent payable to each of the latter's children, under his last will.

L. LYMAN,  
Attorney for petitioner.  
Montréal, 2nd February, 1909. 648

Notice is hereby given that J. A. Bélanger, doctor in medicine, of Grosse Pointe, in the state of Michigan, one of the united states of America, will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Québec, to admit him to the practice and profession of medicine without examination.

DESAULNIERS & VALLEE.  
Montreal, 1st February, 1909. 640

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the town of Limoilou will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the said town, *re*: election, qualification and number of aldermen, borrowing powers, lists and number of wards, privileges and anything concerning the general interest of the town.

J. E. CHAPLEAU,  
Sec. treasurer.  
P. AUG. CHOQUETTE,  
Attorney for the corporation of  
the town of Limoilou.  
29th January, 1909. 686

The institutes and the curator to the substitution created by the will of the late Isaïe Hurtubise, jr., give notice, they will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for a bill to ratify the appointment of a testamentary executor, and the various acts made concerning the administration of the said estate, and to grant him the new powers as to the sale of the properties of the said substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,  
Attorneys,  
Montréal, 3rd February, 1909. 680

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie, sous le nom de "The Crown Trust Company", avec pouvoir d'agir comme fidéicommissaires, agents, gardiens, curateurs, tuteurs, exécuteurs, auditeurs, liquidateurs et administrateurs; effectuer tous les fidéicommissaires; recevoir et tenir en garantie et en dépôt des argents et propriétés de toute sorte; garantir les titres et hypothèques sur immeubles, ainsi que sur autres placements; acheter, vendre des bons, stocks, débetures et obligations et en faire le commerce; prêter de l'argent, aider les compagnies, établir des succursales, agir comme garanties judiciaires, et acquérir et posséder des immeubles et y ériger les bâties qui peuvent être nécessaires pour les opérations de la compagnie; garantir les contrats et placements, et en général avec tous les pouvoirs y ayant rapport, et ceux dont les compagnies de garantie et de dépôt possèdent en général.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 15 février 1909. 877.3

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel s'adressera à la législature, à sa prochaine session, dans le but d'amender la charte de la cité de Sorel, de manière à ce que la municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel puisse avoir le droit d'accorder une ou des licences pour la traverse sur la rivière Richelieu.

LANCOTOT & MAGNAN,  
Procureurs de la requérante.

Sorel, 15 février 1909. 879.3

#### AVIS

Est par le présent donné que les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge demanderont à la prochaine session de la législature de Québec, l'adoption d'une loi pour refondre et amender leur acte d'incorporation, (29 Vict. chap. 112, 1865); ces amendements ayant principalement pour but de modifier le nom de la corporation en y ajoutant "Nicolet", de fixer le siège principal ou maison-mère à Nicolet; de mieux déterminer et modifier la composition du conseil ou bureau de direction et celle de la corporation, de préciser, déterminer et étendre les pouvoirs du dit conseil et ceux de la corporation, notamment en ce qui regarde le pouvoir d'emprunter et le chiffre de ses revenus annuels, et de faire valider en tant que cela peut être nécessaire, tous les actes faits par cette congrégation, avec le mot "Nicolet", ajouté au nom corporatif, de même que par un conseil général composé de la supérieure-générale et de quatre assistantes.

E. J. FLYNN,  
Procureur des requérants.

Québec, 12 février 1909. 869.3

#### AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville de Lévis s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entr'autres:

Autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cette fin; pour abroger la section 37 de l'acte 6 Ed. VII, chap. 49, et la remplacer par la section 499 de 3 Ed. VII, chap. 38; pour amender la section 127 de 3 Ed. VII, chap. 38; pouvoir d'augmenter le prix qui devra être payé sur chaque certificat de licence pour la vente des liqueurs enivrantes, et autres fins.

LIONEL LEMIEUX,  
Greffier de la ville de Lévis.

Lévis, 13 février 1909. 863.3

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Québec, an application will be made for the incorporation of a company, under the name of The Crown Trust Company, with power to act as trustees, agents, guardians, curators, tutors, executors, auditors, liquidators and administrators; to execute trusts of every description; to receive and hold in trust and on deposit moneys and property of every kind; to guarantee titles and mortgages on real estate, as well as other investments; to purchase, sell and deal in bonds, stocks, debentures and obligations; to lend money, to promote companies, to establish branches, to act as judicial sureties and to acquire and hold real estate and erect such buildings thereon as may be necessary for the operations of the company; to guarantee contracts and investments, and generally with all powers incidental thereto, and those which it is usual and customary for trust and deposit companies to possess.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 15 h February, 1909. 878

Notice is hereby given that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending the charter of the city of Sorel, so that the municipality of the village of Saint-Joseph de Sorel may have the right to grant one or more licenses for the ferry over the Richelieu river.

LANCOTOT & MAGNAN,  
Attorneys for petitioners.

Sorel, 15th February, 1909. 880

#### NOTICE

Is hereby given that "les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to consolidate and amend their act of incorporation, (29 Vict., chap. 112, 1865); the object of such amendments being mainly to modify the name of the corporation by adding "Nicolet"; to fix the principal seat or office at Nicolet; to better determine and modify the composition of the council or board of directors, and of the corporation, to precise, determine and extend the powers of the said council and of the corporation, specially in reference to the power to borrow and the figure of its annual revenue, and to confirm in so far as the same may be necessary all acts of the said congregation with the word "Nicolet", added to the corporate name, as well as those of the general council composed of the Superiores and four assistants.

E. J. FLYNN,  
Attorney for applicants.

Quebec, 12th February, 1909. 870

#### NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Lévis will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes:

Authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the town of Lévis and the city of Québec, to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object; to repeal section 37 of 6 Ed. VII, chap. 49, and have it replaced by section 499 of 3 Ed. VII, chap. 38; to amend section 127 of 3 Ed. VII, chap. 38; and power to increase the price on each license certificate for selling intoxicating liquors, and other objects.

LIONEL LEMIEUX,  
Town clerk, Lévis.

Lévis, 13th February, 1909. 864

Avis est donné que la Corporation de l'Evêque Catholique Romain de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui permettant de transporter aux cœurs de Miséricorde de Montréal, l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro deux cent six (No 206), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal, et de faire ce transport avec titre absolu et sans réserve.

LAMOTHE & ST-JACQUES,  
Avocats du requérant.

Montréal, 8 février 1909. 823-4

La Compagnie de Téléphone Nationale s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte lui octroyant des pouvoirs additionnels, entr'autres, porter le capital actions à \$5,000,000 00, divisé en \$2,000,000,00 d'actions privilégiées quant au remboursement éventuel du capital et portant un intérêt cumulatif n'exédant pas six pour cent par année et rachetables, en tout ou en partie, au gré de la compagnie, en aucun temps après le 1er mars 1914, à raison de \$120 par chaque telle action, et en \$3,000,000 d'actions ordinaires; échanger les actions émises jusqu'au 29 janvier 1909 pour un nombre égal d'actions privilégiées avec droit d'allouer comme bonus une action ordinaire pour chaque groupe de quatre parts détenues par le même actionnaire; limiter, en certains cas, l'imposition de taxes par les villes, autoriser le conseil de toute corporation municipale à passer, en faveur de la compagnie, toute résolution pour permettre ou faciliter la construction ou l'exploitation d'un réseau téléphonique dans les limites territoriales de telle municipalité, autoriser une émission d'obligations et ratifier l'acte de fidéicommis à ce sujet, avec droit de disposer des actions ordinaires de manière à en faciliter la vente et en donnant la préférence aux actionnaires actuels, et pour autres fins.

DEMERS & DEMERS,  
Procureurs de la requérante.

785-4

Avis est donné que l'Association de l'Exposition Industrielle de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un amendement à sa charte donnant le contrôle de ses finances aux représentants de la cité de Montréal, permettant d'augmenter le nombre de ses directeurs, dispensant de la nécessité d'un fonds de garantie, et advenant la dissolution ou la liquidation de l'Association, faisant retourner son actif à la dite cité.

BEIQUÉ, TURGEON & BEIQUÉ,  
Procureurs de la requérante.

Montréal, 10 février 1909. 813-4

#### AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, que la taxe scolaire prélevée sur la valeur totale des propriétés immobilières imposables des catholiques romains et des neutres, soit augmentée d'un dixième de cent dans la piastre, afin de créer avec le produit de cette augmentation un fonds spécial qui servira exclusivement à payer les intérêts et le fonds d'amortissement sur les emprunts faits et à faire, à acquérir des terrains pour les écoles, construire des nouvelles écoles et agrandir et modifier des écoles déjà construites.

U. LAFONTAINE,  
Sec.-trésorier.

Montréal, 10 février 1909. 819-4

"The Sterling Fire Insurance Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte enlevant, en certains cas, toute restriction quant à la durée de ses contrats.

DEMERS & DEMERS,  
Procureurs de la requérante.

789-4

Notice is given that the Corporation of the Roman Catholic Bishop of Montreal will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act allowing him to transfer to the sisters of Mercy, of Montreal, the immoveable known and described as being the number two hundred and six (No. 206), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal, and to make such transfer with a free and absolute title.

LAMOTHE & ST-JACQUES,  
Attorneys for applicant.

Montreal, 8th February, 1909. 824

The National Telephone Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to grant it additional powers, among others, to raise the capital stock to \$5,000,000.00, divided into \$2,000,000.00, preferred stock as to the eventual repayment of the capital and bearing cumulative interest not exceeding six per cent per annum, and redeemable, wholly or in part, at the pleasure of the company, any time after the 1st March, 1914, at the rate of \$120 per share and \$3,000,000.00 in common stock, to exchange the shares issued up to the 29th January, 1909, for an equal number of preferred shares with right to allow as bonus one common share for each group of four shares held by the same shareholder; to limit, in certain cases, the assessments by the towns, to authorize the council of any municipal corporation to pass, in favor of the company any resolution to permit or facilitate the building or operating of a telephone system within the territorial limits of such municipality, to authorize an issue of debentures and ratify the deed of trust to such effect, with the right to dispose of the common stock in a manner to facilitate the sale thereof, and by giving the preference to the actual shareholders, and for other purposes.

DEMERS & DEMERS,  
Attorneys for applicant.

786

Notice is given that, at the next session of the Legislature of Quebec, The Montreal Industrial Exhibition Association will apply for an amendment to its charter giving the control of its finances to the representatives of the city of Montreal, authorizing it to increase the number of its directors, dispensing from the necessity of a guarantee fund, and providing for the reversion of its assets to the said city in case of liquidation.

BEIQUÉ, TURGEON & BEIQUÉ,  
Attorneys for the applicants.

Montreal, 10th February, 1909. 814

#### NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will ask the Quebec Legislature, at its next session, that the school tax levied on the total value of the taxable real estate of the roman catholic and neutral parishes be increased by one (1) mill on the dollar, that the proceeds of this increase be employed exclusively to pay the interest and sinking fund on its bonds issued, and to be issued, as well as to purchase school sites, erect new schools, enlarge and alter old ones.

U. LAFONTAINE,  
Sec.-treasurer.

Montreal, 10th February, 1909. 820

The Sterling Fire Insurance Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to remove, in certain cases, any restriction in regard to the duration of its contracts.

DEMERS & DEMERS,  
Attorneys for applicant.

790

Avis est par les présentes donné que Alfred St. Cyr, courtier d'assurances, Georges Gonthier, auditeur, Albert P. Frigon, comptable, Alfred Gravel, comptable, Joseph Boule, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués, avec ceux qui pourraient s'adjoindre à eux, en corporation, sous le nom de "Crédit Hypothécaire, Municipal et Péroissial", avec pouvoirs :

(A) D'agir en qualité de sequestre, fidéicommissaire, syndic, liquidateur, exécuteur, auditeur, caution civile ou judiciaire, agent financier et procureur ;

(B) De prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou pour le compte d'autres personnes, sur valeurs mobilières ou immobilières quelles qu'elles soient et d'en garantir ou non le remboursement ;

(C) De recevoir des dépôts en argent ou en biens mobiliers de toute nature et de faire affaires à titre de compagnie de dépôts de sûreté ou d'entrepôts ;

(D) De faire des achats et des ventes de biens mobiliers et immobiliers ;

(E) De favoriser la formation de compagnies, d'acquiescer leurs actions et leur actif, ainsi que l'actif de sociétés et de personnes ;

(F) D'agir en qualité d'agent pour enregistrement ou cotransmission de certificats d'actions ou d'autres valeurs et remplir tout mandat ;

(G) D'émettre des obligations ordinaires ou spéciales, avec ou sans garantie spéciale, et aux conditions qui pourront être arrêtées.

Le capital action de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, nominatives ou au porteur, mais pourra être augmenté de temps à autre avec le consentement de ses membres.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, mais la compagnie pourra établir des succursales en d'autres endroits.

L. P. BERARD,

Procureur des requérants.

Montréal, 5 février 1909.

815-4

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 40 Victoria, chapitre 23, et pour autoriser la perception d'une taxe scolaire spéciale de pas plus de trois millièmes dans la piastre de l'évaluation des immeubles appartenant exclusivement aux protestants, en addition à la taxe scolaire de la cité, et pour établir, changer et percevoir les charges scolaires.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 10 février 1909.

777-4

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à avoir son bureau principal en la ville de Lévis, enlevant toute restriction, quant aux limites territoriales où la compagnie peut faire affaires et pour que les dispositions de sa charte spéciale, 5 Ed. VII, ch. 70, ne soient pas affectées par la loi 8 Ed. VII, ch. 69, en ce qui concerne le montant minimum de son capital-actions souscrit et autres dispositions.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

787-4

Avis est par les présentes donné que la "Saraguay Electric and Water Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les classes 6 et 7 du statut 8 Édouard VII, chap. 114, et pour autres fins.

EDMOND HURTUBISE,

Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 février 1909.

893.3

Public notice is hereby given that Alfred St. Cyr, insurance broker ; Georges Gonthier, auditor, Albert P. Frigon, accountant, Alfred Gravel, accountant, Joseph Boule, book keeper, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of becoming incorporated, together with those who may be associated with them, under the name of the "Credit Hypothécaire, Municipal et Péroissial", with power :

(A) To accept and hold the office and perform all the duties of sequestrator, trustee, assignee, liquidator, executor, curator, auditor, surety either civil or judicial, financial agent and attorney ;

(B) To lend and to borrow money, either on its own account or for the account of other persons, on any movable or immovable property and to either guarantee or not the reimbursement thereof ;

(C) To receive deposits in money or in movables of any nature or kind whatsoever and to do business as a safety deposit company or as bonded warehousemen ;

(D) To effect the purchase and sale of movables and immovables ;

(E) To promote or assist in promoting companies, to acquire their shares and assets, as well as the assets of partnerships and persons ;

(F) To act as transfer agent in registering or countersigning stock certificates or other securities and to fulfil any mandate whatever ;

(G) To issue ordinary or special bonds or debentures, with or without special security and upon such conditions as may be determined.

The capital stock of the company will be one million dollars, divided into shares of one hundred dollars each, payable nominatively or to bearer ; but may be increased from time to time with the consent of its members.

The head office of the company will be in the city of Montreal, but the company may establish branches in other places.

L. P. BERARD,

Attorney for petitioner.

Montreal, 5th February, 1909

816

Public notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 40 Victoria, chapter 23, and to authorize the levying of a special school tax of not more than three mills on the dollar of the valuation of real estate belonging exclusively to protestants, in addition to the city school tax, and to provide for the fixing, altering, and collecting of school fees.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 10th February, 1909.

778

The mutual fire insurance company of Montmagny will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to have its head office in the town of Lévis, to remove any restriction, as to the territorial limits within which the company may do business, and so that the provisions of its special charter, 5 Ed. VII, ch. 70, be not affected by the act 8 Ed. VII, ch. 69, in regard to the minimum amount of its subscribed capital stock and other provisions.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for applicant.

788

Notice is hereby given that the "Saraguay Electric and Water Company" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend classes 6 and 7 of statute 8 Edward VII, chap. 114, and for other purposes.

EDMOND HURTUBISE,

Secretary treasurer.

Montreal, 16th February, 1909.

894

Avis que la "Montreal Trust and Deposit Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour lever les doutes qui peuvent exister sur la validité de son titre à la partie du lot No 3600, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée en front, au sud, partie par le chemin de la Côte Saint-Paul conduisant au pont sur le canal de Lachine et partie par le terrain du dit canal; à l'est par la propriété de la compagnie Montreal Gas, étant une partie du dit lot; en arrière, au nord, partie par le numéro officiel 3414 et partie par le centre de l'ancien cours de la rivière Saint-Pierre, et à l'ouest par les lots numéros officiels 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 et 3602, et pour faire ratifier son dit titre, en autant qu'il peut être nécessaire.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 3 février 1909. 663-5

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec et au gouvernement provincial, à la prochaine session, pour obtenir que la charte de la "Montreal Light, Heat & Power Company" soit modifiée afin d'empêcher cette compagnie d'exercer les droits et privilèges qu'elle prétend posséder, tant en son nom qu'au nom d'autres compagnies, de manière à priver la cité de la maîtrise et de la jouissance de ses rues et places publiques, et aussi pour obtenir que la cité ait le droit de se servir des poteaux de la dite compagnie, de la forcer à mettre ses fils sous terre et à se soumettre à ce que l'intérêt de la cité et de son autonomie municipale exigera.

La dite cité demandera aussi les pouvoirs nécessaires pour faire l'acquisition du chemin Saint Michel.

L. O. DAVID,  
Greffier de la cité.  
695-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires et par les représentants légaux de feu William Murray, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des dits exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires agissant en vertu du testament du dit feu William Murray au sujet de la prise de possession des biens au temps durant lequel leurs pouvoirs et autorité s'étendent en vertu des dispositions du dit testament.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE, & POPE.  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 3 février 1909. 695-5

Avis est par les présentes donné que Côme A. Dugas, médecin, Joseph George Dubeau, courtier d'assurance, A. Hector Desloges, médecin, Joseph A. Mercier, avocat, et Joseph Charles Hector Dussault, avocat, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant en corporation et ceux qu'ils pourront s'adjoindre sous le nom de "National Weekly Indemnity Company", aux fins de faire le commerce d'assurance contre les pertes souffertes par les accidents et la maladie.

J. C. H. DUSSAULT,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 1er février 1909. 665-5

Notice that the Montreal Trust and Deposit Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to take away any doubt which may exist on the validity of its title to that part of lot No. 3600, of the plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, to the south, partly by Côte Saint Paul road leading to the bridge crossing the Lachine canal and partly by the property of the said canal; to the easterly side by the property of the Montreal Gas Company being a part of said lot; in rear to the north, partly by official No. 3414 and partly by the centre of the actual former river Saint Pierre, and on the westerly side by the official lots Nos. 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 and 3602, and to ratify its said title, in as much as necessary.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Solicitors for applicant  
Montreal, 3rd February, 1909. 664

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Quebec Legislature and to the Provincial Government, at the coming session, for legislation, to the effect of amending the charter of the Montreal Light, Heat & Power Company, so as to prevent said company from exercising the rights and privileges which it alleges it is vested with both in its own name and in the name of other companies, in such a manner as to deprive the city of the control of its streets and public places, and also to the effect of empowering the said city to use the poles of said company, to compel such company to place its wires under ground and to submit to such conditions and limitations as the interest of the city and of its municipal autonomy may require.

The said city will also apply for the necessary powers to acquire the Saint Michel road.

L. O. DAVID,  
City clerk.  
696

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors, trustees and fiduciary legatees, and by the legal representatives of the late William Murray, for the passing of an act to define the powers of the said executors, trustees and fiduciary legatees acting under the last will and testament of the said late William Murray with respect to their seizing of the estate and the time during which their powers and authority extend under the terms of the said will.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 3rd February, 1909. 694

Notice is hereby given that, Côme A. Dugas, physician, Joseph George Dubeau, insurance broker, A. Hector Desloges, physician, Joseph A. Mercier, advocate, and Joseph Charles Hector Dussault, advocate, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain a bill constituting them, and all others who may join them, a corporation under the name of the "National Weekly Indemnity Company", for the purpose of indemnifying against losses suffered by accidents and sickness.

J. C. H. DUSSAULT,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 1st February, 1909. 666

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, sous le nom de Compagnie de Chemin de Fer de Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve, avec les pouvoirs suivants :

(a) Arpenter, tracer, construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne ou des lignes de chemin de fer d'aucun point dans la ville ou dans la paroisse de Lachine, à un point sur la rive du fleuve Saint-Laurent, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, ou dans la ville de Maisonneuve, passant en arrière de la Montagne de Montréal, avec pour ir d'étendre telle ligne ou lignes de chemin de fer, du point de départ à Dorval d'un côté, et de l'autre côté au bout nord de l'île de Montréal.

(b) Construire, acquérir, posséder et naviguer des vaisseaux à vapeur et autres, pour le transport du fret et des passagers sur toutes les eaux navigables que le chemin de fer peut atteindre ou être en communication; construire, ériger, acquérir, maintenir et mettre en opération des bassins, chantiers, quais, glissoires jetées, entrepôts et élévateurs dans tous les endroits sur le chemin de fer ou en communication avec icelui.

(c) Faire toute convention ou tout arrangement, ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie de chemin de fer.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909.

727-5

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company, under the name of the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co., with the following amongst other powers :

(a) To survey, lay out, construct, equip, maintain and operate a line or lines of railway from any point in the town, or in the parish of Lachine, to a point on the bank of the river Saint Lawrence, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, or in the town of Maisonneuve, passing in rear of the Mountain of Montreal, with power to extend such line or lines of Railway, from the starting point to Dorval on the one side, and to the northern end of the island of Montreal, on the other.

(b) To construct, acquire, own and navigate, steam and other vessels, for the conveyance of cargo and passengers, upon any navigable waters which the Railway may reach, or connect with; to construct, erect, acquire, maintain and operate, docks, dockyards, wharves, slips, piers, warehouses and elevators, in all places on or connected with the railway.

(c) To enter into any agreement or arrangement, or to amalgamate, with any other railway company.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909.

728

Avis que Jules Napoléon Hamel et Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, sa femme, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à adopter comme leur enfant, Elisabeth Hulda Vankoughnet, enfant né du mariage de Matthew George Diehl Vankoughnet et de feu Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1909.

857.3

Notice that Jules Napoléon Hamel and Dame Berthe Alphonsine Eugénie Boyer, his wife, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them to adopt as their child, Elisabeth Hulda Vankoughnet, child born of the marriage of Matthew George Diehl Vankoughnet and of the late Dame Marie Larsen.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1909.

858

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour la passage d'une loi incorporant "Le Conservatoire National", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, avec pouvoir d'acquérir, maintenir, ériger et exploiter un théâtre et d'y donner des représentations; de constituer les patrons propriétaires par indivis et en commun d'une certaine partie des biens de la compagnie; d'établir et maintenir un conservatoire pour l'enseignement de la musique, du chant, de l'élocution et d'arts semblables; de créer des bourses pour envoyer des élèves étudier tels arts dans d'autres pays; d'établir certaines prescriptions et avec d'autres pouvoirs analogues à ceux sus-mentionnés.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Montréal, 17 février 1909.

915.3

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the province of Quebec Legislative Assembly, for an act incorporating "The National Conservatory", with its head office in Montreal, with power to acquire, maintain and operate a theatre and give representations therein; to constitute the patrons proprietors *par indivis* and in common of a certain part of the goods of the company; to establish and maintain a conservatory for the teaching of music, singing, elocution and similar arts; and to provide scholarship foundations to send pupils to study such arts in other countries; to establish certain prescriptions and with other powers similar thereto.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON.

Montreal, 17th February, 1909.

916

Avis est donné que "The Provincial Mutual Benefit Society" ayant son siège social à Montréal, et constituée en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 32, de la province de Québec, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constituée en compagnie à fonds social avec un capital de un million de piastres, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance sur la vie sous le nom de "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" ou "The Provincial Life Assurance Company" et autres fins.

DEMERS & DEMERS,  
Procureurs de la requérante.

18 février 1909.

933.3

Notice is given that The Provincial Mutual Benefit Society, having its head office in Montreal, and constituted under the act 62 Victoria, chapter 32, of the province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to be constituted a joint stock company with a capital of one million dollars, with power to make life insurance and re-insurance contracts under the name of "La Provinciale Compagnie d'Assurance sur la Vie" or "The Provincial Life Insurance Company," and other purposes.

DEMERS & DEMERS,  
Attorneys for applicant.

18th February, 1909.

934

Nous vous donnons avis de la part de MM. Charles Chaput, négociant, de Montréal, Farquhar Robertson, de Montréal, S. D. Vallières, bourgeois, de Montréal, et Victor Morin, notaire, de Montréal, qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la chartre de la ville de Montréal soit amendée pour les fins suivantes :

1° Réduction du nombre des échevins de deux à un par quartier.

2° Création d'un bureau de commissaires dont le maire sera le président pour l'administration des affaires civiques, et aussi pour toutes autres questions se rattachant à l'administration des affaires civiques de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN,  
Procureurs.

Montréal, 4 février 1909.

711-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "Lymans, Limited" (incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de la Puissance), ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman et Walter Ernest Lyman, tous des cité et district de Montréal, et "The Royal Trust Company", Henry H. Lyman et Albert Clarence Lyman, en leur qualité de fidei-commis et exécuteurs du testament de feu Frederick S. Lyman, pour obtenir un acte afin de ratifier le transfert à "Lymans, Limited", des affaires ci-devant faites à Montréal, sous les nom et raison de Lyman Sons & Co., y compris le transfert de l'immeuble connu comme lots portant les numéros officiels 25 et 26, du quartier centre, et 1540 du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, y compris aussi le transfert de tous les droits de la succession de feu Frederick S. Lyman, dans les affaires et immeubles ci-dessus mentionnés, et pour ratifier tous les actes passés dans le but de donner effet aux susdits transferts et transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909.

733-5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par Vivian Burrill, de Shawinigan Falls, J. H. Salter, de Montréal, H. Biermans, de Shawinigan Falls, J. E. Aldred, de Montréal, et A. E. Paquette, de Shawinigan Falls, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'incorporer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir membres de la dite corporation, en corps politique et incorporé, sous le nom de "Hôpital Général de Shawinigan Falls", et pour autoriser Julien C. Smith, en sa qualité de curateur à la succession vacante de James Ryan, de transporter et donner à la dite corporation proposée les argents appartenant à la succession vacante du dit James Ryan, et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
& LANGUEDOC,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 février 1909.

731-5

Avis est donné par la succession de feu Dame Adine Pemberton, en son vivant épouse de M. Simeon Lesage, de la cité de Québec, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins d'autoriser la vente des biens délaissés par la dite Dame Lesage, nonobstant la substitution créée par son testament, et autres fins.

S. LESAGE.

Québec, 16 février 1909.

739-0

We hereby given notice in behalf of Messrs. Charles Chaput, trader, of Montreal, Farquhar Robertson, of Montreal, S. D. Vallières, gentleman, of Montreal, and Victor Morin, notary, of Montreal, they will apply for a bill to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, for the following purposes :

1. Reduction of the number of aldermen from two to one for each ward.

2. Creation of a board of commissioners of whom the mayor, shall be president, for the administration of civil affairs, and also for any other questions pertaining to the administration of the civic affairs of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN,  
Attorneys.

Montreal, 4th February, 1909.

712

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "Lymans, Limited" (incorporated under The Dominion Companies' Act), having its head office in the city of Montreal, and Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman and Walter Ernest Lyman, all of the city and district of Montreal, and the Royal Trust Company, Henry H. Lyman and Albert Clarence Lyman, in their quality of trustees and executors under the last will and testament of the late Frederick S. Lyman, for an act to ratify the transfer to "Lymans, Limited" of the business heretofore carried on at Montreal, under the name, style and firm of Lyman Sons & Co., including the transfer of the real estate known as lots bearing official numbers 25 and 26, centre ward, and 1540, of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, including also the transfer of all the rights of the estate of the late Frederick S. Lyman, in the above mentioned business and real estate, and ratifying all the deeds passed for the purpose of giving effect to the aforesaid transfers and transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909.

734

Public notice is hereby given that application will be made by Vivian Burrill, of Shawinigan Falls, J. H. Salter, of Montreal, H. Biermans, of Shawinigan Falls, J. E. Aldred, of Montreal, and A. E. Paquette, of Shawinigan Falls, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to incorporate the said applicants and such other persons as may become members of the said corporation a body politic and corporate, under the name of Shawinigan Falls General Hospital, and to authorize Julien C. Smith, in his quality of curator to the vacant estate of James Ryan, to transfer and hand over to the said proposed corporation monies belonging to the vacant estate of the said James Ryan, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
& LANGUEDOC,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 3rd February, 1909.

732

Notice is given by the estate of the late Dame Adine Pemberton, in her lifetime wife of Mr. Simeon Lesage, of the city of Quebec, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the sale of the property bequeathed by the said Dame Lesage, notwithstanding the substitution created by her will and other purposes.

S. LESAGE.

Québec, 16th February, 1909.

740

Avia est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 61 Vict., ch. 79, incorporant William Dow & Company, afin d'autoriser la dite compagnie à vendre et louer ses affaires comme une affaire en opération, ou en disposer autrement, et autrement pour argent ou autre considération, et autoriser la dite compagnie de liquider ses affaires et distribuer son actif entre les actionnaires et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 18 février 1909. 957-3

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entr'autres : autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la cité de Québec et la ville de Lévis, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cet objet ; pouvoir de modifier et régulariser la construction des bâtisses ; contrôle et surveillance des établissements où il y a des buvettes pour la vente en détail des liqueurs spiritueuses ; observance du dimanche et autres objets

(Signé) H. J. J. B. CHOUINARD,  
Greffier de la cité de Québec.  
Québec, 8 février 1909. 767-4

Avis est par le présent donné que Margaret Mackay, épouse de William Creighton, et Emily Priscilla Higgs, fille majeure, toutes deux de la cité de Westmount, et Dame Evangeline Dutaud Lagacé, veuve de feu Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin et George Lewis Burland, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant, et toutes autres personnes qui sont maintenant ou qui pourront devenir membres de la congrégation ou église, ou corps incorporé sous le nom de "First Church of Christ Scientist Westmount", avec pouvoir de posséder des immeubles, nommer des officiers et faire des règlements pour son administration et gouverner et pour autres fins.

BUSTEED & LANE,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 9 février 1909. 821-4

Avis est par les présentes donné que Narcisse Emilien Brais, commerçant, Joseph L. Perron, avocat et conseil du roi, et Joseph Perrault, architecte, tous trois des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession de feu Alexis Brunet, en son vivant avocat, du même lieu, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant et confirmant une résolution du conseil de la ci-devant ville de Notre-Dame-des-Neiges, maintenant le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, en date du 6 novembre, 1906, par laquelle permission leur a été accordé de faire des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds, sur un immeuble alors connu sous les numéros officiels 3-1 à 3-7, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, et maintenant connu et désigné sous les numéros officiels 3-8 à 3-52, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, et pour leur accorder permission de faire sur le dit immeuble des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds de largeur.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 10 février 1909. 801-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 61 Vict., ch. 79, incorporating William Dow & Company, to authorize said company to sell, lease or otherwise disposed of its business as a going concern and otherwise for cash or other consideration and to authorize said company to wind up its affairs and distribute its assets amongst its shareholders and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
Solicitors for the applicants.  
Montreal, 18th February, 1909. 958

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes : authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the city of Quebec and the town of Lévis ; to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object ; power to modify and regulate the construction of buildings ; to control and look after places wherein bars are kept for the sale in retail of spirituous liquors ; Sunday observance and other objects.

(Signed) H. J. J. B. CHOUINARD,  
City clerk, Quebec.  
Quebec, 8th February, 1909. 768

Notice is hereby given that Dame Margaret Mackay, wife of William Creighton, and Emily Priscilla Higgs, *filie majeure*, both of the city of Westmount, and Dame Evangeline Dutaud Lagacé, widow of the late Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin and George Lewis Burland, all of the city of Montreal, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act constituting them and all other persons who are now or who may hereafter become members of the congregation or church, a corporate body under the name of First Church of Christ Scientist Westmount, with power to hold real estate, appoint officers and make by-laws for the administration and government and for other purposes.

BUSTEED & LANE,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 9th February, 1909. 822

Notice is hereby given that Narcisse Emilien Brais, trader, Joseph L. Perron, advocate and King's Counsel, and Joseph Perrault, architect, all three of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors and fiduciaries to the estate of the late Alexis Brunet, in his lifetime advocate, of the same place, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm a resolution of the council of the town of Notre Dame des Neiges, now Mount Royal ward, of the city of Montreal, dated the 6th November, 1906, whereby permission was to them granted to open streets of less than 66 feet width and not less than 33 feet, on an immoveable then known under the official numbers 3-1 to 3-7, inclusive on the official plan and book of reference of the village of la Côte des Neiges, and now known and designated under official numbers 3-8 to 3-52, inclusive on the official plan and book of reference of Mount Royal ward, of the city of Montreal, and to grant them permission to open on said immoveable, streets of less than 66 feet width, but not less than 33 feet width.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 10th February, 1909. 802

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation d'un club sous le nom de "The Montreal Jockey Club", pour l'encouragement de l'élevage des animaux pur-sang dans la province, la tenue d'exhibitions et de contestations et d'exercices, pour l'encouragement de l'habileté dans l'emploi des bras, et des courses de chevaux et à pied et autres jeux permis qui demandent l'agilité ou habileté corporelles, la construction et l'administration de toutes les bâtisses nécessaires pour la commodité des personnes et animaux en rapport aux affaires du club et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 25 février 1909. 1059.2

La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada, donne avis par les présentes qu'elle demandera à la législature, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour étendre ses pouvoirs, lui permettre de créer des commissions, d'aliéner ses subventions et de mieux assurer la réalisation de son but.

C. A. MILETTE,  
Secrétaire.  
1075 2

## AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, négociants, et René Lemoine, Alexandre Châteauevert et Onésime Châteauevert, commis, tous de la cité de Québec, demanderont la passation d'une loi les incorporant, eux et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie, Limitée", aux fins d'acquérir et d'exercer le commerce actuellement exercé par les dits Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, en société, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie", en la cité de Québec, et pour autres fins.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 4 février 1909. 709-5

## Avis Divers

Etat des dépenses d'élection encourues par Thomas O'Connell, candidat à l'élection de Montréal, division No 6, le 28 décembre 1908 :

Impressions et annonces	\$ 122 50
Papeterie	14 80
Téléphone et éclairage	15 36
Charretiers	1 15
Repas	7 00
Salles de comité	1778 50

\$1939 31  
(Signé) JAMES JOHNSTON,  
Agent de Thomas O'Connell.

Certifié correct,  
J. P. COOKE,  
Officier-rapporteur. 1145

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } Cour Supérieure  
No 43.

Dame Rose-Alma Chicoine, épouse de J. Xiste Duranleau, tailleur, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 23 février 1909. 1091

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a club under the name of the Montreal Jockey Club, for the encouragement of the breeding of thoroughbred stock in the province, the holding of exhibitions and of contests and exercises for the promoting of skill in the use of arms and of horse and foot races and other lawful games which require bodily activity or address, the construction and management of all necessary buildings for the accommodation of persons and animals incidental to the business of the club, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,  
HAGUE & HOLDEN,  
Sollicitors for applicants.  
Montreal, 25th February, 1909. 1079

"La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada", hereby gives notice, that it will apply to the Legislature, at its next session, to pass an act to extend its powers, to name commissions, to alienate grants and to better assure the realization of its purpose.

C. A. MILETTE,  
Secretary.  
1076

## PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert, traders, and René Lemoine, Alexandre Châteauevert and Onésime Châteauevert, clerks, all of the city of Quebec, will apply for an act incorporating them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name of "J. B. Renaud & Cie, Limitée", for the purpose of acquiring and carrying on the business now carried on by the said Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert in partnership, under the name of "J. B. Renaud & Cie", at the city of Quebec, and for other purposes.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,  
Attorneys for applicants.  
Quebec, 4th February, 1909. 710

## Miscellaneous Notices

Statement of election expenses incurred by Thomas O'Connell, a candidate at election in Montreal, division No. 6, on 28th December, 1908 :

Printing and advertising	\$ 122 50
Stationery	14 80
Telephone and Light	15 36
Cartage	1 15
Lunches	7 00
Committee rooms	1778 50

\$1939 31  
(Signed) JAMES JOHNSTON,  
Agent for Thomas O'Connell.

Certified correct,  
J. P. COOKE,  
Returning officer. 1146

Province of Quebec, }  
District of Saint-François. } Superior Court.  
No. 43

Dame Rose-Alma Chicoine, wife of J. Xiste Duranleau, tailor, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 23rd February, 1909. 1092

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Dame Angéline Fontaine, épouse de Ephrem Lisée,  
commerçant, tous deux du canton de Weedon,  
district de Saint-François, dûment autorisée à  
ester en justice aux fins des présentes par un des  
honorables juges de la cour supérieure,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Ephrem Lisée, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le vingt-trois de février 1909.

1087 CAMPBELL & GENDRON,  
Procureurs de la demanderesse.

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Dame Malvina Roberge, épouse de Joseph Laflamme,  
boucher, tous deux de la ville de Windsor  
Mills, district de Saint-François, dûment autori-  
sée à ester en justice aux fins des présentes par  
l'un des honorables juges de la cour supérieure,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Joseph Laflamme, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a  
été instituée en cette cause, le douzième jour de fé-  
vrier 1909.

1089 CAMPBELL & GENDRON,  
Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 699.  
Dame Philomène *alias* Delimène Dubé, des cité et  
district de Montréal, épouse commune en biens  
de Jules Duc, commerçant, du même lieu, due-  
ment autorisée,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Jules Duc, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
par la demanderesse en cette cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 26 février 1909. 1147

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Dame Victoria Côté, de la ville de Sherbrooke,  
district de Saint-François, épouse commune en  
biens de Achille Joncas, du même lieu, contracteur,  
a, ce jour, intenté une action en séparation de  
biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 2 février 1909. 1115

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 3178.  
Dame Lauda Rivard, épouse de Louis Arthur  
Martineau, marchand, de la cité et du district de  
Montréal, a institué, ce jour, contre son mari, une  
action en séparation de biens.

DECARIE & DECARY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 1er mars 1909. 1113

Dame Dora Gervais a pris une action en sépara-  
tion de biens contre son mari, Ferdinand Savard,  
du township de Saint-Edwidge de Clifton, dans le  
district de Saint-François, forgeron, le 1er février  
courant (1909), à la cour supérieure du district de  
Saint-François, No. 983.

ST. PIERRE & VERRÉT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 1er février 1909. 661-5

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Dame Angéline Fontaine, wife of Ephrem Lisée,  
trader, both of the township of Weedon, district  
of Saint Francis, duly authorized to *ester en jus-  
tice aux fins des présentes* by one of the Honor-  
ables judges of the superior court,  
Plaintiff ;

vs  
The said Ephrem Lisée, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this cause, on the twenty third of  
February, 1909.

1088 CAMPBELL & GENDRON,  
Attorneys for plaintiff.

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Dame Malvina Roberge, wife of Joseph Laflamme,  
butcher, both of the town of Windsor Mills, dis-  
trict of Saint Francis, duly authorized to *ester en  
justice aux fins des présentes* by one of the Honor-  
ables judges of the superior court,  
Plaintiff ;

vs  
The said Joseph Laflamme, Defendant.  
An action for separation as to be and board has  
been instituted in this cause, on the twelfth day of  
February, 1909

1090 CAMPBELL & GENDRON,  
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 699.  
Dame Philomène *alias* Delimène Dubé, of the city  
and district of Montreal, wife common as to prop-  
erty of Jules Duc, trader, of the same place,  
duly authorized,  
Plaintiff ;

vs  
The said Jules Duc, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted by the plaintiff in this cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th February, 1909. 1148

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Dame Victoria Côté, of the city of Sherbrooke,  
district of Saint Francis, wife common as to prop-  
erty of Achille Jones, of the same place, has,  
this day, sued her said husband for separation as to  
property.

CHAS. C. CABANA,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 2nd February, 1909. 1116

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3178.  
Dame Lauda Rivard, wife of Louis Arthur Mar-  
tineau, merchant, of the city and district of Mon-  
treal, has instituted, this day, against her husband,  
an action for separation as to property.

DECARIE & DECARY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 1st March, 1909. 1114

Dame Dora Gervais has taken an action in separa-  
tion as to property against her husband, Ferdinand  
Savard, of the township of Saint Edwidge of Clif-  
ton, in the district of Saint Francis, blacksmith, on  
the 1st day of February instant (1909), before the  
superior court for the district of Saint Francis,  
No. 983.

ST. PIERRE & VERRÉT,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 1st February, 1909. 662

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 1.

Dame Marie Audet, épouse de Céolfrid Breault, contracteur, du canton de Chesham, a instiueé, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

J. NICOL,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 8 février 1909. 981.3

Province of Quebec, }  
 District of Saint-Francois. } *Superior Court.*  
 No. 1.

Dame Marie Audet, wife of Céolfrid Breault, jobber, of the township of Chesham, has, this day instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. NICOL,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sherbrooke, 8th February, 1909. 982

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur,

vs  
 Charles Emile Trudeau, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

LEON FARIBAULT,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 28 janvier 1909. 749-4

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant hereiu,

vs  
 Charles Emile Trudeau, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

LEON FARIBAULT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 28th January, 1909. 750

Province de Québec, district de Montréal, No 547.—Florina Bibeau, épouse de Joseph Sylvestre, boucher, des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAFLAMME, MITCHELL,  
 & CHENEVERT.  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 février 1909. 811-4

Province of Quebec, district of Montreal, No 547.—Florina Bibeau, wife of Joseph Sylvestre, of the city and district of Montreal, butcher, authorised to *ester en justice*, has instituted this day, an action in separation as to property against her husband.

LAFLAMME, MITCHELL  
 & CHENEVERT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th February, 1909. 812

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Virginie Levasseur, épouse commune en biens de Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, duement autorisée aux fins des présentes,

vs  
 Le dit Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 février 1909.

PERRAULT & PERRAULT,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Daté ce 23 février 1909. 1077.2

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Virginie Levasseur, wife common as to property of Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, and duly authorized to these presents,

vs  
 The said Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 15th of February, 1909.

PERRAULT & PERRAULT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Dated this 23rd February, 1909. 1078

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, épouse de Adrien Paquet, peintre, dûment autorisée à ester en justice,

vs  
 Le dit Adrien Paquet, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 21 janvier 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 19 février 1909. 1011.2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal } *Superior Court.*  
 No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, wife of Adrien Paquet, painter, duly authorized to *ester en justice*,

vs  
 Said Adrien Paquet, Defendant.

An action of separation as to bed and board has been instituted on 21st January, 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,  
 Attorneys for plaintiff  
 Montreal, 19th February, 1909. 1012

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*

*In re* L. A. Martineau, Montréal. Failli.  
 Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud, Montréal.  
 Montréal, 25 février 1909. 1095

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* L. A. Martineau, Montreal. Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud, Montreal.  
 Montreal, 25th February, 1909. 1096

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 31.

Dans l'affaire de George Hyde, de Outremont, dit district, marchand de machines à écrire et fournitures pour les dactylographes, et faisant affaires comme tel dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Royal Specialty Company", Débiteur failli ;

et  
William W. McCuaig, du même lieu, Requéran.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur failli, le 25e jour de février 1909, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans la cité de Montréal.

PATTERSON & ASTLE,  
Procureurs du gardien provisoire.  
Montréal, 26 février 1909. 1093

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 184.

A. Henri Gingras, Créancier demandeur ;  
Alfred Pinel, Débiteur défendeur ;  
Louis Jodoin, Curateur.

Avis est par les présentes donné, en conformité de l'article 770 du code de procédure civile, que le vingt-cinq février courant (1909), je, Louis Jodoin, notaire, de la ville de Waterloo, en le susdit district, en vertu d'un jugement rendu par sa seigneurie Philippe Demers, l'un des juges de la cour supérieure de la province de Québec, dans et pour le dit district de Bedford, a été nommé curateur aux biens du dit Alfred Pinel, boulanger, de la dite ville de Waterloo, le débiteur-défendeur en cette cause, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit débiteur sont requis par les présentes de produire leurs réclamations entre mes mains, dans un délai de trente jours.

Signé à Waterloo susdit, ce vingt-sept février 1909.

LOUIS JODOIN,  
1109 Curateur.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 77.

Dans l'affaire de Napoléon Godbout, commerçant, du canton de Saint-Georges de Windsor, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 26e jour de février 1909, nous été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire, dûment attestées sur serment, sous trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON BEGIN,  
Curateurs conjoints.

Bureau : Bélanger & Bégin,  
155, rue Wellington.  
Sherbrooke, 26 février 1909. 1119

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. L. Deseve, Magog, P. Q., Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 26e jour de février 1909, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 2 mars 1909. 1123

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 31.

In the matter of George Hyde, of Outremont, said district, dealer in typewriters and typewriter supplies and doing business as such at the city of Montreal, and under the firm name of "Royal Specialty Company", Insolvent debtor ;

and  
William W. McCuaig, of the same place, Claimant.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor, made, on 25th February, 1909, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at the city of Montreal.

PATTERSON & ASTLE,  
Attorneys for provisional guardian.  
Montreal, 26th February, 1909. 1094

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 184

A. Henri Gingras, Creditor plaintiff ;  
Alfred Pinel, Debtor defendant ;  
Louis Jodoin, Curator.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the twenty fifth day of February instant (1909), I, the said Louis Jodoin, notary, of the town of Waterloo, in the said district of Bedford, was, by judgment of His Lordship Philippe Demers, one of the judges of the superior court of the province of Quebec, in and for the said district of Bedford, appointed curator to the property of the said Alfred Pinel, baker, of said Waterloo, debtor in the matter, the whole as by said code provided.

The creditors of the said debtor are hereby notified to file their claims with me, within a delay of thirty days.

Signed at said Waterloo, this twenty seventh day of February, 1909.

LOUIS JODOIN,  
1110 Curator.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 77.

In the matter of Napoléon Godbout, trader, of the township of Saint Georges de Windsor, Insolvent.

Notice is hereby given that, the 26th day of February, 1909, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent, are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON BEGIN,  
Joint curators.

Office : Bélanger & Bégin,  
155, Wellington street,  
Sherbrooke, 26th February, 1909. 1120

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of A. L. Deseve, Magog, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of February, 1909, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office : 99, Saint James street.  
Montreal, 2nd March, 1909. 1124

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*  
*In re J. W. Marchand & Cie, Beauharnois, P. Q.,*  
 Insolubles.

Avis est donné par les présentes que, le 26ième jour de février 1909, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,  
 Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 2 mars 1909. 1121

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
*In re O. Vanier & Cie., Montréal, Insolubles.*

Avis vous est donné que, le 3e jour de mars 1909, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,  
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97 rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 6 mars 1909. 1141

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
*In re L. A. Bergeron, Montréal, Insolvable.*

Avis est par les présentes donné que, le 3ième jour de mars 1909, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains, dans un délai de 30 jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1157

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
*In re J. E. Lecours, Montréal, Insolvable.*

Un second dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 22 mars 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. LAMARCHE,  
 Curateur survivant.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal 6 mars 1909. 1139

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de W. W. Partridge, Montréal,  
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 mars 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

A. W. WILKS,  
 J. W. MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
 Montréal, 6 mars 1909. 1143

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
*In re Gagné & Naud, Montréal, Insolubles.*

Avis est par les présentes donné que, le 26ième jour de février 1909, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-mentionnés,

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois, } *Superior Court*  
*In re J. W. Marchand & Cie, Beauharnois, P. Q.,*  
 Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 26th day of February, 1909, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,  
 Curator.

Office : 99, Saint James street.  
 Montreal, 2nd March, 1909. 1122

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court*  
*In re O Vanier & Co, Montreal, Insolvents*

Notice is hereby given that, on the 3rd day of March 1909, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

A TURCOTTE,  
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street,  
 Montreal, 6th March, 1907. 1142

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*  
*In re L. A. Bergeron, Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that, the 3rd day of March, 1909, by an order of the court, we have been appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

All claims duly sworn must be filed with us within 30 days from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier, Montreal. 1158

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*  
*In re J. E. Lecours, Montreal, Insolvent.*

A second dividend has been prepared and will be payable at our office on or after the 22nd March, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. LAMARCHE,  
 Surviving curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street,  
 Montreal, 6th March, 1909. 1140

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*  
 In the matter of W. W. Partridge, Montreal,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 23rd March, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

A. W. WILKS,  
 J. W. MICHAUD,  
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
 Montreal, 6th March, 1909. 1144

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court*  
*In re Gagné & Naud, Montreal, Insolvents.*

Notice is hereby given that, on the 26th February, 1909, by an order of the superior court, I have been appointed curator to the estate of the above-

qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toutes les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans un délai de 30 jours de cet avis.

PAUL L. TURGEON,  
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55 Saint-François-Xavier, Montréal. 1155

*District de Chicoutimi.*

Re Louis Tremblay, marchand, Notre-Dame de la Dorée, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 février 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 4 mars 1909. 1175

*District de Beauce.*

Re Dame Z. P. Maheux, marchande, Saint-Joseph, Beauce, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 1er mars 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 4 mars 1909. 1173

### Ordre de Cour

Province de Québec, } Cour de Circuit pour le  
District de Montréal. } district de Montréal.  
No 22715.

Le 18e jour de février 1909.

Présent :—L'honorable M. le juge LeBeuf.  
V. Morin *et al*, Demandeurs ;

vs

Israël Rosenberg *et al*, Défendeurs ;

et

Dame Antoinette Lalonde *et vir*, Opposante.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la "Gazette Officielle de Québec", les créanciers du dit Israël Rosenberg, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelées à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

(Par ordre). J. CARTIER,  
Député G. C. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Procureurs de l'opposante. 1001.2

named, who have made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors.

All claims duly sworn must be filed with us within 30 days from this notice.

PAUL L. TURGEON,  
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55 Saint François Xavier, Montreal. 1156

*District of Chicoutimi.*

Re Louis Tremblay, merchant, Notre-Dame de la Dorée, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 27th February, 1909, I have been appointed joint curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building  
Quebec, 4th March, 1909. 1176

*District of Beauce.*

Re Dame Z. P. Maheux, merchant, Saint-Joseph, Beauce, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 1st March, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,  
Quebec, 4th March, 1909. 1174

### Order of the Court

Province of Québec, } Circuit Court for the distri  
District of Montréal. } of Montréal.  
No 22715.

The 18th day of February, 1909.

Present :—The Honorable Mr. justice LeBeuf.  
V. Morin *et al*, Plaintiffs ;

vs

Israël Rosenberg *et al*, Defendants ;

and

Dame Antoinette Lalonde *et vir*, Opposante.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the "Quebec Official Gazette", the creditors of the said Israël Rosenberg, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673 article of the code of civil procedure.

(By order), J. CARTIER,  
Deputy C. C. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Attorneys for opposante. 1002

## Licitations

Canada,  
Province de Québec,  
District de Richelieu. }  
No 4970. } *Cour Supérieure.*  
George Demanche dit Grenier, Demandeur ;

Aimé Grenier *et al.*,  
vs  
Défendeurs.  
Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le premier jour du mois de mars mil neuf cent neuf (1909), dans une cause sous le numéro 4970, où George Demanche dit Grenier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pie de Guire, dans le district de Richelieu, résidant actuellement et temporairement en la ville de Manchester, en l'état du Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, est Demandeur ; et Aimé Grenier, de la ville de Peperelle, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Olivier Grenier, de la ville de Williamsville, état du Connecticut, Philomène Grenier, veuve de feu Jacques Allard, de la ville de Taftville, état du Connecticut, Georgianne Grenier, épouse de François Hamel, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Elphège et le dit François Hamel tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et Alphonse Proulx et Samuel Proulx, tous deux ci-devant de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs.

Ordonnant la vente par licitation de cet immeuble ci-après désigné, savoir :

La moitié indivise d'une portion de terre, située en la paroisse de Saint-Pie de Guire, en la douzième concession, de trois arpents de largeur sur vingt cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins — avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, laquelle portion de terre est connue et désignée par et sous le numéro quarante-quatre (44), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Pie de Guire.

Le dit immeuble ci-dessus décrit sera, cour tenante mis aux enchères publiques, devant la cour supérieure, dans le district de Richelieu, à Sorel, au palais de justice, et à jugé au plus haut et dernier enchérisseur, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, ou afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,  
Procureurs du demandeur.

Sorel, 2 mars 1909. 1153  
[Première publication, 6 mars 1909.]

## LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, le 17 février courant, dans une cause sous le numéro 475 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Joseph Edouard Quinn, de la cité de Québec, rentier, est demandeur, et James Lynch Quinn, de la cité de Québec, Andrew Winn Quinn, Charles Stephen Quinn, tous deux de la cité de Montréal, Susan Ann Quinn, de la cité de Toronto, fille majeure, sont défendeurs, et Georges Henry Burroughs, de la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de Susannah Lynch et Michael M. Lynch, de la cité de Québec, en sa qua-

## Licitations

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Richelieu. }  
No. 4970. } *Superior Court.*  
George Demanche, dit Grenier, Plaintiff ;

Aimé Grenier *et al.*  
vs  
Défendants.  
Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, the first day of the month of March nineteen hundred and nine (1909), in a cause under the number 4970, in which George Demanche dit Grenier, farmer, of the parish of Saint Pie de Guire, in the district of Richelieu, presently and temporarily residing in the town of Manchester, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, is plaintiff ; and Aimé Grenier, of the town of Peperelle, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Olivier Grenier, of the town of Williamsville, state of Connecticut, Philomène Grenier, widow of the late Jacques Allard, of the town of Taftville, state of Connecticut, Georgianne Grenier, wife of François Hamel, farmer, both of the parish of Saint Elphège, and the said François Hamel, personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and Alphonse Proulx and Samuel Proulx, both heretofore of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, and presently in the United States of America, are Defendants.

Ordering the sale by licitation of the immovable heret after described, to wit :

The undivided half of a piece of land, situate in the parish of Saint Pie de Guire, in the twelfth concession, of three arpents in width by twenty five arpents in depth, the whole more or less—with house, barn and other buildings there erected, which piece of land is known and described by and under the number forty four (44) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Pie de Guire ;

The said above described immovable will sitting the court, be put up at public auction, before the superior court, in the district of Richelieu, at Sorel, in the court house, and adjudged to the last and highest bidder, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, in the court room ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN.

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 2nd March, 1909. 1154  
[First published, 6th March, 1909.]

## LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Québec, the 17th February instant, in a cause under the No. 475, of the records of the said court, in which Joseph Edouard Quinn, of the city of Québec, gentleman, is plaintiff, and James Lynch Quinn, of the city of Québec, Andrew Winn Quinn, Charles Stephen Quinn, both of the city of Montreal, Susan Ann Quinn, of the city of Toronto, spinster, are defendants and George Henry Burroughs, of the city of Québec, in his quality of testamentary executor of the estate of Susannah Lynch and Michael M. Lynch, of the city of Québec, in his quality of curator to

lité le curateur à la substitution créée par le testament de Susannah Lynch sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir : une terre dont une partie est désignée sous le No 42, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec, et l'autre partie est désignée sous le No 122 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, les dits numéros cadastraux étant contigus et ne formant qu'un seul immeuble, sera vendu avec la maison, grange et autres bâtisses, l'immeuble ci-dessus désigné sera vendu à l'enchère publique le 24 MARS prochain, à DIX heures et DEMIE du matin, dans la salle d'audience, au palais de justice, à Québec; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins deux jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, seront forecloses du droit de la faire.

DROUIN, DROUIN, DROUIN,

Procureurs du demandeur.

Québec, 17 février 1909. 935.2  
[Première publication, 20 février 1909.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **IN RE AUDET & TREM-**  
No 223. } **BLAY**, faillis; et **V. E.**  
**PARADIS**, curateur.

(En conformité de l'article 879 C. P. C.)

Une maison et un emplacement situés sur la partie du bloc A, dans le canton de Coleraine, en la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir; orné au nord par le chemin public, au sud par la mine Manhattan Asbestos, à l'est par J. R. Ouellette, et à l'ouest par Joseph Tremblay, et étant le numéro quinze (15), du plan des terrains loués par la Compagnie Standard Asbestos Co., sur leur propriété. Sujet à la rente annuelle de six piastres (\$6.00), payable à la Standard Asbestos Co., et à toutes les réserves et conditions imposées par la dite compagnie dans leur bail du dit emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1909, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 4 mars 1909. 1111  
[Première publication, 6 mars 1909.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LOUIS BOUCHER**, De-  
No 365. } **L** mandeur; contre **D.**  
**BERTRAND**, Défendeur.

Une terre située dans le septième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Somerset, maintenant connue au cadastre, plan et livre de renvoi officiels de Somerset-Sud, sous le numéro cent quarante-deux (142)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

the substitution created by the will of Susannah Lynch, are *mis en cause*, ordering the licitation of an immovable described as follows, to wit: a land one portion of which is designated under the No. 42, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de Québec, and the other portion is designated under the No. 122, of the official cadastre of the parish of Saint-Foye, the said cadastral numbers being contiguous and forming, but one immovable, will be sold with the house, barn and other buildings: the immovable aforesaid designated will be sold at public auction, the TWENTY FOURTH MARCH next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in the court room, of the court house at Québec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

DROUIN, DROUIN, DROUIN,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 17th February, 1909. 936  
[First published, 20th February, 1909.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **IN RE AUDET & TREM-**  
No. 223. } **BLAY**, insolvents; and  
**V. E. PARADIS**, curator.

(In conformity to article 879 C. C. P.)

A house and emplacement lying on a part of the block A, in the township of Coleraine, in the parish of Saint-Désiré-du-Lac-Noir; bounded to the north by the highway, to the south by the Manhattan Asbestos Mine, to the east by J. R. Ouellette, and to the west by Joseph Tremblay, and being number fifteen (15), of the plan of the pieces of land let by the Standard Asbestos Company, on their property. Subject to an annual rent of six dollars, payable to the Standard Asbestos Co., and to all the reserves and conditions imposed by the said company in their lease for the said emplacement.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, on the SEVENTH day of APRIL next, 1909, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 2nd March, 1909. 1112  
[First published, 6th March, 1909.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **LOUIS BOUCHER**,  
No. 365. } **L** Plaintiff; against  
**D. BERTRAND**, Defendant.

A piece of land in the seventh range of Saint Calixte de Somerset, now known on official cadastre and book of reference for Somerset South, under number one hundred and forty two (142)—circumstances and dependences.

To be sold at the parochial church door of Saint

de Saint-Calixte de Somerset, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, 1909, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 4 mars 1909. 1191  
[Première publication, 6 mars 1909.]

Calixte de Somerset, on the TENTH day of APRIL next, 1909, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 4th March 1909. 1192  
[First published, 6 h March, 1909.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } THE O'GILVIE FLOUR  
District de Montréal. } MILLS COMPANY,  
No 277. } LIMITED, Demanderesse ;  
vs OSCAR CREVIER, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement composé des lots de subdivision trois cent trente-cinq et trois cent trente-six (335-336), du lot originaire quatre vingt-douze (92), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile (92-335 et 92-336).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MERCREDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 3 mars 1909.  
[Première publication, 6 mars 1909.] 1117

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court*

Province of Quebec, } THE O'GILVIE FLOUR  
District of Montreal. } MILLS COMPANY,  
No. 277. } LIMITED, Plaintiff; vs  
OSCAR CREVIER, Defendant.

A lot or piece of land composed of subdivision lots three hundred and thirty five and three hundred and thirty six (335 336), of primitive lot ninety two (92), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile. (92-335 and 92-336).

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Salaberry de Valleyfield, 3rd March, 1909.  
[First published, 6th March, 1909.] 1118

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Bedford.*

Province de Québec, } WILLIAM SCOTT, com-  
District de Bedford, } merchant, et DAME  
No 8073. } ESTHER CONNERS, fille

majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, y faisant affaires ensemble en société comme meuniers et marchands de grains, sous les nom et raison de Wm Scott & Co., Demandeurs; contre les meubles et immeubles de ALFRED PINEL, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, boulanger, Défendeur.

Ce morceau de terre de forme irrégulière situé dans la ville de Waterloo, comté de Shefford, district de Bedford, maintenant connu au plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Waterloo, sous le numéro trois cent sept (307); borné à l'est par la rue Principale, à l'ouest par la rivière Yamaska, au sud par un passage en commun et le lot No 308, et au nord par le lot No 306, contenant 9245 pieds en superficie—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 2 mars 1909. 1149  
[Première publication, 6 mars 1909.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Bedford.*

Province of Quebec } WILLIAM SCOTT, trader.  
District of Bedford } and DAME ESTHER  
No. 8073. } CONNERS, fille majeure et

usant de ses droits, both of the city of Ottawa, in the province of Ontario, and there doing business together on co-partnership as millers and grain dealers under the firm, name and style of Wm Scott and Co, Plaintiffs; against the goods and lands of ALFRED PINEL, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, baker, Defendant.

That certain piece of land of irregular figure situated in the town of Waterloo, county of Shefford, and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Waterloo, as number three hundred and seven (307); bounded east by main street, west by Yamaska river, south by a common passage and lot No 308, and north by lot No. 306, and containing 9245 feet in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernadin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sweetsburg, 2nd March, 1909. 1150  
[First published, 6th March, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } **G**EOERGE H. PREMOND,  
District de Bedford. } du canton de Ely, comté  
No 7793. } de Shefford, district de Bed-  
ford, Demandeur; contre les terres et tenements  
de JOSEPH GERVAIS, du canton de Ely, dans  
le comté de Shefford, Défendeur.

Ce morceau de terre faisant partie du onzième rang du canton de Ely, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, comme la moitié sud du lot numéro neuf cent deux (902); borné au nord par la moitié nord du dit lot, au sud par le lot numéro 901, à l'est par le lot numéro 838, et à l'ouest par la ligne de Roxton, contenant soixante et cinq acres plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du shérif. Shérif.  
Sweetsburg, 8 février 1909. 775.2  
[Première publication, 13 février 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—County of Shefford.*

Province of Quebec, } **G**EOERGE H. PRE-  
District of Bedford. } MOND, of the town-  
No. 7793. } ship of Ely, county of  
Shefford, district of Bedford, Plaintiff; against  
the lands and tenements of JOSEPH GERVAIS,  
of the township of Ely, in the county of Shefford,  
Defendant.

That certain piece of land forming part of the eleventh range of the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as the south half of lot number nine hundred and two (902); bounded north by the north half of said lot, south by lot number 901, east by lot number 838, west by the Roxton line, containing sixty five acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 8th February, 1909. 776  
[First published, 13th February, 1909.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÈS** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **L**A BANQUE DE SAINT-  
No 152. } **H**YACINTHE, corps  
politique et incorporé, ayant son principal bureau  
d'affaires en la cité et le district de Saint-Hyacinthe,  
et **L. FABIEN PHILIE**, séquestre nommé par  
l'autorité compétente à la dite Banque de Saint-  
Hyacinthe, qui a suspendu ses paiements; ce der-  
nier en autant que nécessaire pour assister et auto-  
riser la dite Banque de Saint-Hyacinthe, à l'effet  
des présentes, Demandeurs; contre les terres et  
tenements de **JOSEPH TOUCHETTE** et **HENRI  
TOUCHETTE**, tous deux de la paroisse de Sainte-  
Brigide, dans le district d'Iberville, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Henri Touchette :

Un terrain ou emplacement situé à l'angle nord-ouest du rang double de Murray et du rang de la rivière du sud-ouest, en la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, formant partie du lot maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (P. No 297), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Brigide; borné et décrit comme suit, à savoir : vers le sud-est et d'un côté au sud-ouest par le chemin public, en profondeur vers le nord-ouest par la rivière du sud-ouest, et de l'autre côté au nord-est par une ligne qui sera la continuation de la borne nord de la partie achetée de Murray où elle laisse le chemin public et prolongée vers l'ouest jusqu'à la dite rivière du sud-ouest—avec une maison, une fromagerie et autre bâtisses dessus érigées, et tous les agrès et accessoires de la dite fromagerie et beurrerie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Brigide susdite, le HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 3 mars 1909. 1161  
[Première publication, 6 mars 1909.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **L**A BANQUE DE SAINT-  
No 152. } **H**YACINTHE, body  
politic and corporate having its principal place of  
business in the city and district of Saint Hyacinth,  
and **L. FABIEN PHILIE**, sequestrator appointed  
by competent authority to the said Banque de  
Saint-Hyacinthe, which has suspended its payments;  
this latter in as much as it is necessary to assist  
and authorize the said Banque de Saint-Hyacinthe,  
to the effect of these presents, Plaintiffs; against  
the lands and tenements of **JOSEPH TOUCHETTE**  
and **HENRI TOUCHETTE**, both of the parish of  
Sainte-Brigide, in the district of Iberville, Defend-  
ants.

As belonging to the said defendant, Henri Touchette :

A piece of ground or emplacement situate at the north west corner of the double range of Murray and of the range of the river south west, in the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, forming part of the lot now known and designated under the number two hundred and ninety seven (P. No. 297), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Brigide; bounded and described as follows, to wit: towards the south east and one side to the south west by the public road, in depth towards the north west by the river south west and on the other side on the north east by a line which will be the continuation of the north boundary of the part bought of Murray where it leaves the public road and prolonged towards the west as far as the said river south west—with a house, a cheese factory and other buildings thereon erected, and all the fixtures and accessories of the said cheese factory and butter factory.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Brigide aforesaid, on the EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Johns, 3rd March, 1909. 1162  
[First published, 6th March, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } DAME CHRISTIANA RIVEST, Demanderesse ; contre LES HERITIERS de feu Joseph Lepage *et al*, Défendeurs.

1° Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro trois cent soixante-dix (370), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie.

2° Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro trois cent quarante-cinq (345), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Mélanie, le QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,  
Joliette, 9 février, 1909.

Shérif.  
779.2

[Première publication, 13 février, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME MARIE LOUISE VALOIS, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Guillaume Ernest Roy, en son vivant médecin, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements de BARTOLOMEO CERINO, autrefois marchand, de la cité et du district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant, situé en la ville Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et borné en front par la rue dite Grande Allée de Florence, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-douze, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue dite Grande Allée de Florence, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-treize, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

3° Quatre autres lots de terre vacants, situés au même lieu, contenant chacun vingt cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connus et désignés sous les numéros cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette to wit : } DAME CHRISTIANA RIVEST, Plaintiff ; against THE HEIRS of the late Joseph Lepage *et al*, Defendants.

1. An immoveable known and described as being number three hundred and seventy (370), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Melanie.

2. An immoveable known and described as being number three hundred and forty-five (345), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Melanie.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Melanie, the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,  
Joliette, 9th February, 1909.

Sheriff  
780

[First published, 13th February, 1909.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARIE LOUISE VALOIS, of the city and district of Montreal, widow of the late Guillaume Ernest Roy, in his lifetime physician, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of BARTOLOMEO CERINO, formerly merchant, of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, Defendant.

1. A lot of vacant land, situate in the town of Saint Laurent, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, english measure, and bounded in front by the street called Grande Allée de Florence, known and described by the number one hundred and ninety two, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

2. Another lot of land situate in the same place, bounded in front by the street called Grande Allee de Florence, known and described by the number one hundred and ninety three, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent—with a two story wooden house and other buildings thereon erected.

3. Four other lots of vacant land, situate in the same place, each containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, english measure, known and described under the numbers one hundred and ninety four, one hundred and ninety five, one hundred and ninety six and one hundred and ninety seven, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 3 mars 1909. 1135  
[Première publication, 6 mars 1909.]

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Montréal, à savoir: } JOHN McD. HAINS, des  
No 150. } cité et district de Montréal,  
comptable, curateur, dûment autorisé en vertu de  
l'article 879 du code de procédure civile de la province  
de Québec, comme curateur aux biens de  
JOSEPH LUTTRELL, des cité et district de  
Montréal, y faisant affaires seul sous les nom et  
raison de "Joseph Luttrell & Co.", manufacturiers  
de biscuits, failli, et le dit John McD. Hains, re-  
quérant.

La moitié nord-est du lot de cadastre numéro  
sept cent cinquante-cinq (755), et lots de cadastre  
sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept,  
sept cent cinquante-huit et sept cent cinquante-  
neuf (756, 757, 758 et 759), de la paroisse de Mont-  
réal—avec les bâisses sus-érigées; tous ces lots  
étant bornés en front par la rue Albert et formant  
qu'une seule et même propriété.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL pro-  
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,  
Bureau du Shérif, Député shérif.  
Montréal, 3 mars 1909. 1133  
[Première publication, 6 mars 1909.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH ARTHUR  
No 1215. } FOREST, financier,  
de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dis-  
trict de Joliette, ET AL, Demandeur; contre les  
terres et tenements de DAME MARIE ROSE  
ALEXANDRINE ROBERT, épouse séparée de  
biens de Clément Dulude, de la paroisse de Bou-  
cherville, district de Montréal, et le dit Clément  
Dulude, pour autoriser sa dite épouse aux fins des  
présentes, Défenderesse.

Un terrain—avec circonstances et dépendances,  
situé partie dans la municipalité du village, et partie  
dans la municipalité de la paroisse de Boucherville,  
contenant un arpent de front sur six arpents quatre  
perches et quatorze pieds de profondeur, tenant au  
bout nord-ouest au terrain du chemin de fer "Mont-  
réal et Sorel," au nord-est et à l'autre bout au  
terrain du rév. J. Primeau, de l'autre côté au ter-  
rain de l'honorable C. B. de Boucherville, et à un  
autre terrain formant partie de l'immeuble connu  
et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-  
onze (No 91), des plan et livre de renvoi officiels  
du village de Boucherville, appartenant à Camille  
Lac a pelle, le terrain ainsi saisi formant partie de  
l'immeuble connu et désigné comme étant le lot  
numéro trente (No 30), des plan et livre de renvoi  
officiels de la paroisse de Boucherville, et sous le  
numéro trente-sept (No 37), des plan et livre de  
renvoi officiels du village de Boucherville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Boucherville, le DIX-HUITIEME  
jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-  
midi.

P. M. DURAND,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 10 février 1909. 805.2  
[Première publication, 13 février 1909.]

the EIGHTH day of APRIL next, at TWO o'clock  
in the afternoon.

P. M. DURAND,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 3rd March, 1909. 1136  
[First published, 6th March, 1909.]

**CURATORS WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Montreal to wit: } JOHN McD. HAINS, of the  
No 150. } city and district of Montreal,  
accountant, curator, theret duly authorized under  
article 879 of the code of civil procedure of the pro-  
vince of Quebec, as curator to the property of  
JOSEPH LUTTRELL, of the city and district of  
Montreal, there doing business alone under the  
firm, name and style of Joseph Luttrell & Co, bis-  
cuit manufacturers, insolvent, and the said John  
McD. Hains, Petitioner.

The north east half of cadastral lot number seven  
hundred and fifty five (755) and cadastral lots seven  
hundred and fifty six, seven hundred and fifty  
seven, seven hundred and fifty eight and seven hun-  
dred and fifty nine (756, 757, 758, and 759), of the  
parish of Montreal, with the buildings thereon erect-  
ed; all those lots bounded in front by Albert street  
and forming a sale and same property.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock  
in the forenoon.

P. M. DURAND,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 3rd March, 1909. 1134  
[First published, 6th March, 1909.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH ARTHUR  
No 1215. } FOREST, financier, of the  
parish of Saint Jacques de l'Achigan, district of  
Joliette, ET AL, Plaintiffs; against the lands and  
tenements of DAME MARIE-ROSE ALEXAN-  
DRINE ROBERT, wife separated as to property  
of Clément Dulude, of the parish of Boucherville,  
district of Montreal, and the said Clément Dulude,  
to authorize his said wife for the purposes hereof,  
Defendant.

A lot—with circumstances and dependencies,  
situate partly in the village municipality and partly  
in the parish municipality of Boucherville, contain-  
ing one arpent in front by six arpents four perches  
and fourteen feet in depth, abutting on the north-  
west end by the land of the "Montreal & Sorel"  
railway, on the north-east and on the other end  
by the land of the Rev. J. Primeau, on the other  
side by the land of the Honorable C. B. de Boucher-  
ville, and to another land forming part of the im-  
moveable known and described as being the lot number  
ninety one (91), of the official plan and book refer-  
ence of the village of Boucherville, belonging to  
Camille Lachapelle, the lot so seized forming part  
of the immoveable known and described as being  
the lot number thirty (No. 30), of the official plan  
and book of reference of the parish of Boucherville,  
and under the number thirty seven (No. 37), of the  
official plan and book of reference of the village of  
Boucherville.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Boucherville, the EIGHTEENTH day of  
MARCH next, at ELEVEN o'clock in the morning.

P. M. DURAND,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 10th February, 1909. 806  
[First published, 13th February, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } TELESPHORE DUBUC ;  
No 1710. } contre CHARLES MOISAN, à savoir :

Le lot No 32 (trente-deux), du cadastre officiel pour le village de Bienville, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Pierre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00, payable le seize janvier à sieur Napoléon Lamontagne, de Lévis.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 4 mars 1909. 1103  
[Première publication, 6 mars 1909.]

## FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No 3. } contre JEAN-BAPTISTE DESROCHERS ES-QUALITÉ, à savoir :

Le lot No 3337 (trois mille trois cent trente-sept), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Richelieu—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière constituée de \$6.00, payable le 29 septembre, aux Dames Religieuses Ursulines de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 4 mars 1909. 1159  
[Première publication, 6 mars 1909.]

## FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No 1317. } contre ELIE GALARNEAU, à savoir :

Le lot No 1737 (mille sept cent trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin aux révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 18 février 1909. 937.2  
[Première publication, 20 février 1909.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } TELESPHORE DUBUC ;  
No. 1710 } against CHARLES MOISAN, to wit :

The lot No. 32 (thirty two), of the official cadastre for the village de Bienville, and being a lot of land situate on Saint Peter street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$10.00 payable the sixteenth of January to Sieur Napoléon Lamontagne, of Lévis.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's office, Sheriff.  
Québec, 4th March, 1909. 1104  
[First published, 6th March, 1909.]

## FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 3. } against JEAN-BAPTISTE DESROCHERS ES-QUALITÉ, to wit :

The lot No. 3337 (three thousand and three hundred and thirty seven), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Richelieu street—circumstances and dependencies ; subject to a constituted ground rent of \$6.00, payable the 29th of September, to the Ursuline Religious Ladies of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec 4th March, 1909. 1160  
[First published, 6th March, 1909.]

## FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec to wit : } THE CITY OF QUEBEC,  
No. 1317. } against ELIE GALARNEAU,  
to wit :

The lot No. 1737 (seventeen hundred and thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate Kirouac street—circumstances and dependencies ; subject to an annual rent of six dollars, payable the 29th June to the revd. Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Québec, 18th February, 1909. 938  
[First published, 20th February, 1909.]

## Sheriff's Sales—Saguenay

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Malbaie, à savoir : **J**OHAN BREAKEY, de la No 2379. **J**OHAN BREAKEY, de la cité de Québec, Demandeur; contre L. A. ROBITAILLE, Défendeur.

Comme étant au nom de John Breakey :

1<sup>o</sup> La limite No A. Licence No 193. Rivière Saint-Jean. Un territoire situé sur la rivière Saint-Jean et désigné comme suit, savoir : Partant à l'angle nord-ouest de la limite No 8, rivière Saint-Jean, et de là, vrai ouest 5½ milles; de là, vrai sud 8 milles; de là, vrai est 2 milles, plus ou moins, à la ligne de la limite nord-ouest du lit de la rivière aux Saumons (ou son prolongement), de là, suivant dans une direction nord-est de la dite ligne et son prolongement, 3 milles, plus ou moins, au dernier rang de la ligne de la limite No 8 ci-dessus mentionnée; de là, suivant dans une direction septentrionale du dit dernier rang de la limite du commencement.

Superficie, 28 milles carrés, plus ou moins

2<sup>o</sup> Limite No B. Licence No 194. Rivière Saint-Jean. Partant à l'angle nord-ouest de la limite de la rivière Saint-Jean A, et de là, vrai ouest 5 milles; de là, vrai sud 8 milles au point de départ.

Superficie, 40 milles carrés, plus ou moins.

3<sup>o</sup> Limite No 2. Licence No 195. Rivière-aux-Saumons. Comprenant tout le territoire vacant entre les limites de la rivière St-Jean Nos 4 et 6 et partie de 8, et les limites de la rivière-aux-Saumons No 1, et la rivière Saint-Jean A.

Superficie, 41 milles carrés, plus ou moins.

4<sup>o</sup> Limite No 3. Licence No 196. Rivière-aux-Saumons. Partant à la frontière sud de la limite de la rivière Saint-Jean B, à 1½ mille vrai est de son angle sud-ouest; de là, de ce front, suivant une vraie direction méridionale d'une ligne de 11 milles de longueur; de là, vrai est 8 milles, plus ou moins, à la ligne ouest de la limite de la rivière-aux-Saumons No 1; de là, suivant septentrional suivant la dite ligne de la limite et aussi sa frontière nord-est jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne sud du lit de la rivière Saint-Jean A; de là, vrai ouest suivant la dite ligne de la frontière sud 6 milles, plus ou moins, au point de départ.

Superficie, 74 milles carrés, plus ou moins, sans préjudice aux licences antérieures ou pour être renouvelées.

5<sup>o</sup> Limite No 13. Licence 197. Rivière Chambers et aux Saumons. Comprenant tout ce territoire entre les limites de la rivière Magpie A, No 2, rivière Chambers, rivière Saint-Jean, No 2, rivière aux-Saumons Nos 1 et 3, et borné comme suit : vers le nord par les limites de la rivière Magpie A, et rivière aux Saumons No 3, vers l'est et sud-est, partie par les limites de la rivière aux Saumons No 1, et rivière Saint-Jean No 2, vers la partie sud par la limite No 2, rivière Saint-Jean et rivière Chambers, et vers l'ouest par la dite limite de la rivière Chambers et Magpie No 2.

Superficie, 77 milles carrés, plus ou moins, sans préjudice aux licences antérieures ou pour être renouvelées.

Comme étant au nom de H. M. Price.

6<sup>o</sup> Limite No 1 est. Licence No 198. Rivière Saint-Jean. De l'arrière ligne des locations rivière Saint-Jean, Nos 3 et 5, remonter la branche est de la dite rivière environ 11 milles jusqu'à l'embouchure de la branche nord, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche est.

Superficie, 22 milles carrés, plus ou moins.

7<sup>o</sup> Limite No 2 est. Licence No 199. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche nord, remonter la course de la branche est, 9 milles mesurés suivant l'alignement N, 45 degrés est astronomique, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche est.

Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

8<sup>o</sup> Limite No 3 est. Licence No 200. Rivière Saint-Jean. De l'arrière ligne des locations, Rivière Saint-Jean branche est Nos 1 et 2, remonter le cours de la branche nord, 10 milles mesurés sui-

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Québec.*

Malbaie to wit : **J**OHAN BREAKEY, of the city No. 2379. **J**OHAN BREAKEY, Plaintiff; against L. A. ROBITAILLE, Defendant.

As being in the name of John Breakey :

1. Limit No. A. License No. 193. River Saint John. A territory situate on the River Saint John and described as follows, to wit : Starting from the north west angle of limit No. 8, river Saint John; thence, true west 5½ miles; thence, true south 8 miles; thence, true east 2 miles, more or less, to the line of the north west limit of the bed of the river aux Saumons (or its prolongation); thence, following in a north east direction of the said line and its prolongation 3 miles, more or less, to the range of the line of limit No 8 above mentioned; thence, in a northerly direction of the said last range of the first limit.

Area, 28 square miles, more or less.

2. Limit No. B. License No. 194. River Saint John. Starting from the north west angle of the limit river Saint John A, and thence, true west 5 miles; thence, true south 8 miles to the point of departure.

Area, 40 square miles, more or less.

3. Limit No. 2. License 195. River aux Saumons. Comprising all the vacant territory between the limits of the river Saint Johns Nos 4 and 6 and part of 8, and the limits of the river aux Saumons No. 1, and the river Saint John A.

41 square miles in area, more or less.

4. Limit No. 3. License No. 196. River aux Saumons. Starting from the south border of the limit river Saint John B, 1½ miles true east of its south west angle; thence, from this point following a true southerly direction of a line 11 miles in length; thence, true east 8 miles, more or less, to the line west of the limit river aux Saumons No. 1; thence, northerly following the said line of the limit and also its north east border until it meets the south line of the bed of the river Saint John A; thence, true west following the said line of the south border 6 miles, more or less, to the point of departure.

Area, 74 square miles more or less, without prejudice to the previous or the licenses to be renewed.

5. Limit No 13. License 197. Rivers Chambers and aux Saumons. Comprising all the territory between the limits of the river Magpie A No. 2, river Chambers, river Saint John No. 2, river aux Saumons Nos. 1 and 3, and bounded as follows : on the north by the limits of the river Magpie A and river aux Saumons No. 3, on the east and south east, partly by the limits of the river aux Saumons No. 1 and river Saint John No. 2; on the south part by limit No. 2, river Saint John, and river Chambers, and on the west by the said limit of the river Chambers and Magpie No. 2.

Area, 77 square miles, more or less, without prejudice to the previous or the licenses to be renewed.

As being in the name of H. M. Price.

6. Limit No. 1 est. License No. 198. River Saint John. From the rear line of the river Saint John locations Nos. 3 and 5, going up to the east branch of the said river about 11 miles to the mouth of the north branch by the depth of a mile on each side of the said east branch.

Area, 22 square miles, more or less.

7. Limit No. 2 est. License No. 199. River Saint-John. From the mouth of the north branch, ascending the course of the east branch, 9 miles measured according to the line N, 45 degrees astronomically east, for a depth of a mile on each side of the said east branch,

Area, 18 square miles, more or less.

8. Limit No. 3 est. License No. 200. River Saint John. From the rear line of the river Saint John, location east branch Nos. 1 and 2, ascending the course of the north branch, 10 miles measured

vant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche nord.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

9<sup>e</sup> Limite No 7. Licence No 201. Rivière Saint Jean. De la ligne nord de la location. Rivière Saint-Jean, No 5, remonter la rive est de la rivière Saint Jean, 6 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est franc.

Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

10<sup>e</sup> Limite No 8. Licence No 202. Rivière Saint-Jean. De la ligne nord de la location de la rivière Saint-Jean No 6, remonter la rive ouest de la dite rivière Saint-Jean, six milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur vers l'ouest de deux milles, mesurés depuis la dite rivière.

Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

11<sup>e</sup> Limite No 1. Licence No 203. Rivière aux Saumons. De l'arrière ligne des locations rivière Saint-Jean 2 et 4, remonter la rivière aux Saumons, 17 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite rivière, mesuré de manière à donner 34 milles en superficie.

Superficie, 34 milles, plus ou moins.

12<sup>e</sup> Limite No 1. Licence No 210. Rivière Saint-Jean. Partant à six milles au nord du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 12 milles environ, jusqu'au confluent de la rivière aux Saumons, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est franc.

Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

13<sup>e</sup> Limite No 2. Licence No 211. Rivière Saint-Jean. Partant de l'arrière ligne de la seigneurie de Mingan, sur le côté ouest de la rivière Saint-Jean, de là, montant la dite rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière aux Saumons, environ 12 milles par une profondeur de deux milles de la dite rivière, mesurés dans une direction occidentale.

Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

14<sup>e</sup> Limite No 3. Licence No 212. Rivière Saint-Jean. Partant de la ligne nord de la location de la rivière Saint-Jean No 1, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, jusqu'à l'embouchure de la branche est, sur une profondeur de deux milles mesurés vers l'est.

Superficie, 23 milles carrés, plus ou moins.

15<sup>e</sup> Limite No 4. Licence No 213. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la rivière aux Saumons, remonter la rive ouest de la rivière Saint Jean jusqu'au confluent de la branche est, sur une profondeur de deux milles mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

16<sup>e</sup> Limite No 5. Licence No 214. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 10 $\frac{1}{2}$  milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

17<sup>e</sup> Limite No 6. Licence No 215. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive ouest de la rivière Saint-Jean, 10 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière en courant perpendiculairement à l'axe de la dite rivière.

Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

18<sup>e</sup> Limite No 1. Licence No 217. Rivière Chambers. Un territoire situé sur la rivière Chambers, et désigné comme suit : Partant sur la rivière Chambers où la dite rivière est croisée par l'arrière de la limite rivière Saint-Jean No 2 ; de là, montant la dite rivière Chambers, 12 $\frac{1}{2}$  milles mesurés dans une vraie direction septentrionale, par une profondeur de 4 milles sur le côté est, d'environ un mille à l'ouest, et du côté sud jusqu'à la rencontre du coin sud-ouest de la limite de la rivière Saint-Jean No 2 ; et borné vers le sud par l'arrière ligne de la seigneurie d' Mingan.

Superficie, 56 milles carrés, plus ou moins.

according to the true north line by the depth of a mile on each side of the said north branch.

Area, 20 square miles, more or less.

9. Limit No. 7. License No. 201. River Saint John. From the north line of the river Saint John, location No. 5, ascending the east shore of the river Saint John, 6 miles measured according to the true north, by a depth of two miles measured from the said river following the true east.

Area, 12 square miles, more or less.

10. Limit No. 8. License No. 202. River Saint John. From the north line of the river Saint John location, No 6, ascending the west shore of the said river Saint John, 6 miles, measured according to the line true north, by a depth on the west of two miles, measured from the said river.

Area, 12 square miles, more or less.

11. Limit No. 1. License No. 203. River aux Saumons. From the rear line of the river Saint John location, 2 and 4, ascending the river aux Saumons, 17 miles measured on a line true north, for a depth of one mile on each side of the said river, measured in a manner giving 34 miles in area.

Area, 34 miles, more or less.

12. Limit No. 1. License No. 210. River Saint John. Starting six miles on the north of the river Saint Lawrence, ascending the east shore of the river Saint John, 12 miles about, to the confluence of the river aux Saumons, by a depth of two miles measured from the said river in a true east direction.

Area, 24 square miles, more or less.

13. Limit No. 2. License No. 211. River Saint John. Starting from the rear line of the seignory of Mingan, on the west side of the river Saint John; thence, ascending the said river to the mouth of the river aux Saumons, about 12 miles by a depth of two miles from the said river, measured in a westerly direction.

Area, 24 square miles, more or less.

14. Limit No. 3. License No. 212. River Saint John. Starting from the north line of river Saint John, location No. 1, ascending the east shore of the same river to the mouth of the east branch, by a depth of two miles measured towards the east.

Area, 23 square miles, more or less.

15. Limit No. 4. License No. 213. River Saint John. From the mouth of the River aux Saumons, ascending the west shore of the River Saint John to the confluence of the east branch, by a depth of two miles measured perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 18 square miles, more or less.

16. Limit No. 5. License No. 214. River Saint John. From the mouth of the east branch, ascending the east shore of the River Saint John, 10 $\frac{1}{2}$  miles measured true north, by a depth of two miles measured perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 20 square miles, more or less.

17. Limit No. 6. License No. 215. River Saint John. From the mouth of the east branch, ascending the west shore of the River Saint John, 10 miles measured in a line true north, by a depth of two miles, measured from the said river running perpendicularly to the axis of the said river.

Area, 20 square miles, more or less.

18. Limit No. 1. License No. 217. River Chambers. A territory situate on the River Chambers, and described as follows : Starting on the River Chambers, where the said river is intersected by the rear of limit River Saint John No 2 ; thence, ascending the said River Chambers, 12 $\frac{1}{2}$  miles measured in a true northerly direction, by a depth of 4 miles on the east side, of about a mile on the west, and on the south side to the meeting of the south west corner of the limit River Saint John No. 2 ; and bounded on the south by the rear line of seignory Mingan.

Area, 56 square miles, more or less,

19° Limite No 3. Licence No 204. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 1, remonter la rive ouest de la dite rivière, 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, depuis la susdite rivière, en courant à l'ouest franc.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

20° Limite No 4. Licence No 205. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 2, remonter la dite rivière Magpie 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

21° Limite No 5. Licence No 206. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 3, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'ouest vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

22° Limite No 6. Licence No 207. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 4, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

23° Limite No 7. Licence No 208. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 5, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'ouest vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

24° Limite No 8. Licence No 209. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location rivière Magpie No 6, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière, dans l'alignement de l'est vrai.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

25° Limite No 1. Licence No 216. Rivière Magpie. Partant à six milles du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive ouest de la rivière Magpie 16 milles, mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de deux milles partant de la dite rivière et mesurés suivant l'ouest franc.

Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau au palais de justice, à la Malbaie, les cinq premiers lots en un seul et même lot, les treize lots suivants dans un seul et même lot, et les sept derniers lots aussi dans un seul et même lot, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1909, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif,

Malbaie, 4 mars 1909.

[Première publication, 6 mars 1909]

Shérif.

1167

19. Limit No. 3. License No. 204. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 1, according to the west shore of the said river, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles from the aforesaid river running to the true west.

Area, 32 square miles, more or less.

20. Limit No. 4. License No 205. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No 2, ascending the said River Magpie, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles from the said river in a true east line.

Area, 32 square miles, more or less.

21. Limit No. 5. License No. 206. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 3 ascending the said River Magpie, 16 miles measured true north, by a depth of two miles, measured from the said river in a true west line.

Area, 32 square miles, more or less.

22. Limit No. 6. License No. 207. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No. 4, ascending the said River Magpie, 16 miles, measured to the true north by a depth of two miles, measured from the said river in a true east line.

Area, 32 square miles, more or less.

23. Limit No. 7. License No. 208. River Magpie. From the north line of the River Magpie, location No' 5, ascending the said River Magpie, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles, measured from the said river in a true west line.

Area, 32 square miles, more or less.

24. Limit No. 8. License No. 209. River Magpie. From the north line of the river Magpie, location No. 6, ascending the said river Magpie, 16 miles in a true north direction, by a depth of two miles, measured from the said river in a true east line.

Area, 32 square miles, more or less.

25. Limit No. 1. License No. 215. River Magpie. Starting at six miles from the river Saint-Laurence, ascending the west shore of the river Magpie 16 miles, measured in a true north direction, by a depth of two miles from the said river and measured in a true west direction.

Area, 32 square miles, more or less.

To be sold at my office, in the court house, at Malbaie, the first five lots in one and the same lot, the thirteen following lots in one and the same lot, and the seven last lots also in one and the same lot, the EIGHTH day of APRIL next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office,

Malbaie, 4th March, 1909

[First published, 6th March, 1909]

Sheriff.

1168

## Ventes par le Shérif—St-François

## Sheriff's Sales—St. Francis

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

### FIERI FACIAS DE TERIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond à Danville, district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOSEPH H. BOUR-  
No 908. } BEAU, Demandeur;

vs BENJAMIN GERVAIS, Défendeur.

1° Un emplacement situé au village d'Asbestos, dans le comté de Richmond, et faisant partie du dixième lot du troisième rang du canton de Shipton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Shipton, pour le

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond at Danville, district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOSEPH H. BOUR-  
No. 908. } BEAU, Plaintiff; vs

BENJAMIN GERVAIS, Defendant.

1. A lot situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, and forming part of the tenth lot of the third range of the township of Shipton, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of

dit village d'Asbestos, sous le numéro cent soixante-quatorz (174) — avec maison et bâtisses dessus construites.

2° Un emblement a tué au dit village d'Asbestos, et faisant partie du dixième lot du dit rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton, par le dit village d'Asbestos, sous le numéro cent soixante-dix neuf (179).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le SIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif  
Sherbrooke, 1er mars 1909. 1197  
[Première publication, 6 mars 1909.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure. — District de Saint-François*

Saint-François, à savoir : } WILLIAM GIRARDIN, Demandeur ;  
No 949. }  
contre JOSEPH A. O. STE. MARIE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Ces étendues ou morceaux de terre sises et situés dans le canton de Compton, connus et désignés comme lot numéros dix-sept L (17 L) et dix-sept C (17 C) dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Compton ; aussi toute cette partie du lot numéro dix-sept A (pt. 17 A), du dit huitième rang, sur le dit plan du cadastre, situé au sud du prolongement de la ligne nord du dit lot No 17 L, à travers la Moës River à la ligne du rang entre le septième et huitième rangs ; bornés à l'est par la Moës River, au nord par le résidu du dit lot No 17 A, à l'ouest par la ligne du rang entre les septième et huitième rangs, et au sud par la borne sud du dit lot No 17 A.

Une autre partie du dit lot numéro dix-sept A (17 A), dans le dit huitième rang, sur le dit plan du cadastre du dit canton de Compton ; borné comme suit : à l'est par le chemin conduisant du village Moës River, au moulin appartenant à Richard Carpenter ou ses représentants, au nord par la terre de Richard Carpenter ou ses représentants, à l'ouest par la ligne entre les septième et huitième rangs, et au sud par la terre de Loton W. Read, et supposé contenir un acre de terre, plus ou moins — avec les bâtisses dessus-érigées et améliorations faites, avec toutes les machines et tout le matériel dans et autour des dits lieux.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif  
Sherbrooke, 3 mars 1909. 1195  
[Première publication, 6 mars 1909.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure. — Saint-Hyacinthe.*

Province de Québec, } TERRE MORIN,  
District de Saint-Hyacinthe, } D mandeur ; vs  
à savoir : No 177. } JOSEPH D. DESMARAIS, cultivateur, de Sainte-Angèle, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-

Shipton, for the said village of Asbestos, under the number one hundred and seventy four (174) — with house and buildings thereon erected.

2 A lot situate in the said village of Asbestos, and forming part of the tenth lot of the said range, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township, for the said village of Asbestos, under the number one hundred and seventy nine (179).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, the SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif  
Sherbrooke, 1st March, 1909. 1198  
[First published, 6th March, 1909.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court. — District of Saint-François.*

Saint-François, to wit : } WILLIAM GIRARDIN, Plaintiff ;  
No. 949. }  
against JOSEPH A. O. STE. MARIE, Defendant.

As belonging to the defendant :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Compton, known and designated as the lots numbers seventeen L (17 L), and seventeen C (17 C), of the eighth range, upon official cadastral plan and book of reference for the said township of Compton ; also all that part of the lot number seventeen A (pt. 17 A), of the said eighth range on said cadastral plan, which lies south of the prolongation of the north line of said lot No. 17 L, across the Moës river to the range line between the seventh and eighth ranges ; bounded easterly by Moës river, northerly by the remainder of said lot No. 17 A, westerly by the range line between the seventh and eighth ranges, and to the south by the southerly boundary of said lot No. 17 A.

Another part of said lot number seventeen A (17 A), in the said eighth range, on the said cadastral plan for the said township of Compton ; bounded as follows : on the east by the road leading from Moës river village, to the mill belonging to Richard Carpenter or his representatives, on the north by land of Richard Carpenter or his representatives, on the west by the line between the seventh and eighth ranges, and on the south by land of Loton W. Read, and supposed to contain one acre of land, more or less — with the buildings and improvements thereon erected and made, with all and every the machinery and plant in and about said premises.

To be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, on the SEVENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif  
Sherbrooke, 3rd March, 1909. 1196  
[First published, 6th March, 1909.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court. — Saint-Hyacinthe.*

Province of Québec, } PIERRE MORIN,  
District of Saint-Hyacinth, } Plaintiff ; vs  
to wit : No. 177. } SEPH D. DESMARAIS, farmer, of the parish of Sainte Angèle, Defendant.

A lot lying and situate in the parish of Sainte

Angèle de Monnoir, dit district, rang de la Grande Ligne, côté sud, de quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros deux cent soixante-quatre (264) et deux cent soixante-cinq (265), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Angèle—avec les bâtisses y érigées; à distraire des dits numéros 264 et 265 la partie vendue à la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis, suivant acte enregistré le 7 avril 1893, sous le No 23, au registre du dit chemin de fer.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, MARDI, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 2 mars 1909. 1107  
[Première publication, 6 mars 1909.]

Angèle de Monnoir, district of Saint Hyacinth, on the south side of the Grande Ligne range, containing four arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, being the lots numbers 264 and 265, of the official cadastre of the said parish of Sainte Angèle—with the buildings thereon erected; to withdraw however of said lots numbers 264 and 265, the portion sold to the United Counties of Railway Company, by a deed duly registered the 7th day of April, 1893, under No. 23, of register of the said railway company

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, TUESDAY, the SIXTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 2nd March, 1909. 1108  
[First published, 6th March, 1909.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { A DELARD GIGUERE, Demandeur ; contre ISRAEL JOLY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean des Piles, étant le No 53, de l'arpentage primitif du rang Saint-Olivier, contenant quarante arpents de front sur une profondeur moyenne de vingt-cinq arpents, formant (y compris la surface couverte par un lac), cent arpents en superficie; bornée à un bout, vers le nord est par le No 324 et à l'autre bout, vers le sud-ouest par le No 413; d'un côté vers le sud-est par le No 386 et par un lac, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le No 388 et par le dit lac, connue et désignée, la dite terre sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, comprenant aussi la paroisse de Saint-Jean des Piles—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean des Piles, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 3 mars 1909. 1137  
[Première publication, 6 mars 1909.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOHN FITZPATRICK, No 100.

cordonnier, et DAME MARIE FERRON, son épouse, qu'il autorise à l'effet des présentes, tous deux de la cité des Trois-Rivières, Demandeurs; contre LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIERES, corps politique et incorporée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, Défenderesse.

Comme appartenant aux demandeurs saisis : Un emplacement situé sur la rue Saint-Georges, en la cité des Trois-Rivières, sur lequel emplacement il y a deux maisons d'habitation, l'une faisant front à la dite rue Saint-Georges et l'autre faisant front au terrain connu sous le nom de "marché à foin", le dit emplacement connu et désigné sous le numéro cinq cent trois (503), du cadastre de la cité des Trois-Rivières—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Champlain—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { A DELARD GIGUERE, No. 128. { A Plaintiff; against ISRAEL JOLY, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Jean des Piles, being the No. 53, of the primitive survey of the range Saint Olivier, containing four arpents in front by an average depth of twenty five arpents, forming (including the surface covered by a lake) one hundred arpents in area; bounded on one end, towards the north west by the No. 324, and on the other end, towards the south west by the No. 413, on one side towards the south east by the No. 386 and by a lake, and on the other side, towards the north west by the No 388 and by the said lake, the said lot being known and described under the number three hundred and eighty seven (387), of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Flore, comprising also the parish of Saint Jean des Piles—with buildings, circumstances and dependance.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean des Piles, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 3rd March, 1909. 1138  
[First published, 6th March, 1909.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit : } JOHN FITZPATRICK, No. 100.

shoemaker, and DAME MARIE FERRON, his wife, whom he authorizes for the purpose hereof, both of the city of Three Rivers, Plaintiffs; against THE CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS, body politic and corporate, having its head office in the city of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the plaintiffs seized :

A lot situate on Saint George street, in the city of Three Rivers, on which lot there are two dwelling houses, one fronting on the said Saint George street, and the other fronting the land known under the name of "Hay-Market", the said lot known and described under the number five hundred and three (503), of the cadastre of the city of Three Rivers—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, in the

justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 10 février 1909. 809.2  
[Première publication, 13 février, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Trois-Rivières à savoir : } ALEXANDRE Mc-  
No 3473. } A DOUGALL et ODIL-  
LON LETOURNEAU, tous deux marchands en  
gros, des cité et district de Montréal, et y faisant  
affaires sous la raison sociale de A. McDougall &  
Cie, Demandeurs ; contre DESIRE LAVERGNE,  
Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le cinquième rang, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur un arpent de profondeur ; tenant du côté sud à Major Mailhot, en front au chemin public, et du côté nord et en profondeur à Onésime Duplessis—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant partie de lot numéro deux cent quinze (215).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 10 février 1909. 807.2  
[Première publication, 13 février 1909.]

**Avis du Gouvernement**

**CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.**

Québec, 5 mars 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en  
Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de North Hatley, dans le comté de Stanstead, le deuxième jour de novembre 1908, a fait voir à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de North Hatley, dans le comté de Stanstead, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

(Signé) GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. BOIVIN,  
Sous-Secrétaire de la province.  
Québec, 5 mars 1909. 1207

**Demandes à la Législature**

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par David Yuile et autres, propriétaires d'une partie du lot 1755, des plan et livre de renvoi

city of Three Rivers, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 10th February, 1909. 810  
[First published, 13th February, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Three Rivers, to wit : } ALEXANDER McDOU-  
No. 3473. } A GALL AND ODILON  
LETOURNEAU, both wholesale merchants, of the  
city and district of Montreal, and there doing busi-  
ness under the firm name and style of A. McDou-  
gall & Co., Plaintiffs ; against DESIRE LAVER-  
GNE, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the fifth range, containing fifty feet in width by one arpent in depth ; bounded on the south side by Major Mailhot, in front by the public road, and on the north side and in depth by Oesime Duplessis—with a house and other buildings thereon erected ; the said lot known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being part of lot number two hundred and fifteen (215)

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 10th February, 1909. 808  
[First published, 13th February, 1909.]

**Government Notice**

**EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.**

Quebec, 5th March, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in  
Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of North Hatley, in the county of Stanstead, on the second day of November, 1908, it has been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the english language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of North Hatley, in the county of Stanstead, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the english language only.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.  
Quebec, 5th March, 1909. 1208

**Applications to the Legislature**

Notice is hereby given that application will be made by David Yuile and others, the proprietors of a portion of lot 1755, upon the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the

officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'obliger la cité de Montréal à retrancher du plan de la propriété immobilière des requérants les lignes homologués de la continuation de l'avenue Ontario et les lignes homologués de l'avenue Mountain, étant la continuation en haut de la rue Sherbrooke de la rue Mountain ou exproprier sous trois mois la propriété immobilière des requérants entre les dites lignes.

LEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 2 mars 1909. 1151

Avis est par la présente donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, pour obtenir un acte pourvoyant à l'expropriation de la propriété de la succession John Redpath, situés en haut de l'avenue Pine, dans le but de former une extension au parc Mont-Royal et pourvoyant aux bases et méthode de la détermination de l'indemnité payable pour icelle.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 3 mars 1909. 1171

city of Montreal, at the present session of the Legislature of Quebec, for an act to cause the city of Montreal to remove from the plan of the immoveable property of the petitioners the homologated lines of the continuation of Ontario avenue and the homologated lines of Mountain avenue, being the continuation above Sherbrooke street of Mountain street or to expropriate within three months the immoveable property of the petitioners between the said lines.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 2nd March, 1909. 1152

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the Legislature of Quebec, by Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, for an act providing for the expropriation of the property of the estate John Redpath, situated above Pine avenue, for the purpose of forming an extension to Mount Royal Park and for providing the basis and method of the determination of the indemnity payable therefor.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,  
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 3rd March, 1909. 1172

## Avis Divers

### BRANCHE D'ASSURANCE.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR.

Province de Québec.

(Article 65.—Loi des Assurances de Québec, 8 Ed. VII, chap. 69.)

La formation d'une association sous le nom de "The Quebec Hebrew Protective Association", dans le but d'établir aux moyens de souscriptions de ses membres, des fonds pour aider les membres indigents, secourir les malades pour un certain temps et suivant une échelle de paiements à être établie par ses règles et règlements, et en général aux moyens de contributions, souscriptions, dons et donations par les membres ou par le public, de secourir les affligés de la religion Israélite, appartenant à l'association, a été autorisée par ordre en conseil, en date du vingt-septième jour de février mil neuf cent neuf.

Le bureau principal de l'association sera à Québec, P. Q.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant d'assurance, P. Q.

Daté ce deuxième jour de mars 1909. 1203

### BRANCHE D'ASSURANCE.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR.

Province de Québec.

(Article 65.—Loi des Assurances de Québec, 8 Ed. VII, chap. 69.)

La formation d'une Association sous le nom de "The Hebrew Consumptives' Aid Association of Montreal," dans le but, aux moyens de contributions de ses membres, d'aider, secourir et assister ses membres et autres affligés de la maladie de consommation, et pour fins semblables, et en cas de décès des membres, de secourir et assister leurs veuves et orphelins, a été autorisée par ordre en

## Miscellaneous Notices

### INSURANCE BRANCH.

TREASURY DEPARTMENT.

Province of Quebec.

(Article—65, Quebec Insurance Act, 8 Ed. VII, chap. 69.)

The formation of an association under the name of "The Quebec Hebrew Protective Association" for the purpose of establishing by means of subscriptions among its members, funds in aid of distressed members, sickness benefits for a length of time and according to a scale of payments to be established by its rules and by-laws, and in general by means of contributions, subscriptions, gifts and donations by members or by the public, to succor the afflicted of the Hebrew religion belonging to the association, has been authorized by order in council dated the twenty-seventh day of February in the year one thousand nine hundred and nine.

The head office of the association is at Québec, P. Q.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Dated this second day of March, 1909. 1204

### INSURANCE BRANCH.

TREASURY DEPARTMENT.

Province of Quebec.

(Article 65.—Quebec Insurance Act, 8 Edw. VII, Chap. 69.)

The formation of an association under the name of "The Hebrew Consumptives' Aid Association of Montreal" for the purpose of making provisions by means of contributions from its members, to succor and assist those of its members and others who are afflicted with the disease of consumption, and for analogous purposes, and, in case of death of members, to succor and assist their widows and

conseil, en date du vingt-septième jour de février mil neuf cent neuf.

Le principal bureau de l'association sera à Montréal, P. Q.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
**WILLIAM CHUBB.**  
 Surintendant d'assurance, P. Q.  
 Daté ce deuxième jour de mars 1909. 1205

Canada, }  
 Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. }  
 Règlement décrétant la diminution du nombre des directeurs de la compagnie Côté, Boivin & Cie, d'Hébertville, incorporée.

Il est proposé par M. J.-E.-A. Dubuc, secondé par R.-H. Beaulieu, et résolu à l'unanimité :

(a) Que les règlements dits de régie interne et transcrits aux pages 10, 11, 12 et 13 du livre des règlements, soient abrogés ;

(b) Que les nouveaux règlements proposés soient adoptés et transcrits au dit livre des règlements pour avoir seuls pleine force et effet à compter de ce jour.

Ces règlements se lisent comme suit :

#### DIRECTEURS

Le bureau de direction se compose de trois directeurs, élus tous les ans, par les actionnaires dûment qualifiés, suivant les dispositions de l'article V des présents règlements, à l'assemblée générale annuelle et choisi parmi les actionnaires de la compagnie.

**ELZ. BOIVIN,**  
 Président de "Côté, Boivin & Cie,  
 d'Hébertville, Incorporée."  
 Chicoutimi, 27 février 1909. 1169

Dame Lætitia Menard a pris une action en séparation de biens contre son mari, Arsène Durocher, marchand, du township de Clifton, le deuxième jour de mars 1909, à la cour supérieure du district de Saint-François, No 58.

**ST. PIERRE & VERRET,**  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 2 mars 1909. 1183

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour supérieure.*  
 Dans l'affaire de M. Labelle, Ste-Agathe des Monts,  
 P. Q., Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, de Sainte-Scholastique.

**P. E. FORGET,**  
 Gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud.  
 Montréal, 1er mars 1909. 1193

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Nesbitt Jobin, de la cité de Montréal, chapelier et fourreur.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

**C. J. REDMOND,**  
 Gardien provisoire.  
 180, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 7 janvier 1909. 1187

orphans, has been authorized by Order in council dated the twenty seventh day of February, in the year one thousand nine hundred and nine.

The head office of the association is at Montreal, P. Q.

For the treasurer of the province of Québec.  
**WILLIAM CHUBB,**  
 Superintendent of Insurance, P. Q.  
 Dated this Second day of March, 1909.

Canada, }  
 Province of Québec, }  
 District of Chicoutimi. }  
 By-law enacting the diminution of the number of the directors of the Company Côté, Boivin & Cie, d'Hébertville, incorporée.

It was proposed by Mr. J. E. A. Dubuc, seconded by R. H. Beaulieu, and unanimously resolved :

(a) That the said by-laws of internal management and transcribed on pages 10, 11, 12 and 13 of the book of by-laws be repealed ;

(b) That the new by-laws proposed be adopted and transcribed in the said book of by-laws for to have alone full force and effect from this date.

Such by-laws read as follows :

#### DIRECTORS.

The board of management shall be composed of three directors, elected each year, by the duly qualified shareholders, in accordance with the provisions of article V of the present by-laws, at the general annual meeting and chosen from amongst the shareholders of the company.

**ELZ. BOIVIN,**  
 President of "Côté, Boivin & Cie,  
 d'Hébertville incorporée."  
 Chicoutimi, 27th February, 1909. 1170

Dame Lætitia Menard has taken an action in separation as to property against her husband, Arsène Durocher, of the township of Clifton, trader, on the second day of March, 1909, before the superior court of the district of Saint Francis, No 58.

**ST. PIERRE & VERRET,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sherbrooke, 2nd March, 1909. 1184

### Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 In the matter of M. Labelle, Sainte-Agathe des Monts, P. Q., Defendant.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Sainte-Scholastique, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

**P. E. FORGET,**  
 Provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud.  
 Montreal, 1st March, 1909. 1194

Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Nesbitt Jobin, of the city of Montreal, hatter and furrier.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

**C. J. REDMOND,**  
 Provisional guardian.  
 180, Saint James street  
 Montreal, 7th January, 1909. 1188

Province de Québec, }  
District de Bedford } *Cour Supérieure.*  
No 185.

Tyron W. Schoolcraft, du canton de Patton, dans le district de Bedford, commerçant et entrepreneur, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, et que le soussigné, Chase Gilman, du canton de Patton, dans le district de Bedford, commerçant, a été dûment nommé gardien provisoire.

CHASE GILMAN,  
Gardien provisoire.

Sweetsburg, 2 mars 1909. 1199

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
In re Francis J. Codère, jr., Sherbrooke-Est, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20<sup>e</sup> jour de mars 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
155, rue Wellington.  
Sherbrooke, 4 mars 1909. 1201

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Nesbitt Jobin, Montréal.

Avis est par le présent donné que, le 14<sup>e</sup> jour de janvier 1909, par jugement de la cour, j'ai été nommé curateur, des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, do vent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

C. A. McDONNELL,  
Curateur.

180, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 4 mars 1909. 1189

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de R. Graham & Co., de la cité de Montréal, marchands de bois et de charbon, Failli.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable, licencié de la cité de Montréal, par jugement de Sa Seigneurie le juge Fortin, ai été nommé curateur aux biens des dits R. Graham & Co., le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers des dits R. Graham & Co. sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,  
Curateur.

Bureau de John Hyde,  
Comptable licencié et syndic,  
Chambres 303-304,  
Merchants Bank Chambers, Montréal.  
Montréal, 25 février 1909. 1179

Elizabeth I. Graham, de la cité de Westmount, fille majeure, individuellement et en autant qu'en son pouvoir pour la société de R. Graham & Co., de Montréal, le 15<sup>e</sup> jour de février 1909, a fait un abandon de biens pour son bénéfice et leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, le tout tel que pourvu par la loi.

JOHN HYDE,  
Député gardien provisoire. 1181

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 185.

Tyron W. Schoolcraft, of the township of Potton, in the district of Bedford, trader and contractor. Insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent above named and described has this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Bedford, and that the undersigned, Chase Gilman, of the township of Potton, in the district of Bedford, trader, has been duly named and appointed provisional guardian.

CHASE GILMAN,  
Provisional guardian.

Sweetsburg, 2nd March, 1909. 1200

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
In re Francis J. Codère, jr., Sherbrooke East, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 20th day of March, 1909, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,  
155, Wellington street.  
Sherbrooke, 4th March, 1909. 1202

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Nesbitt Jobin, Montreal.

Notice is hereby given that, on the 14th day of January, 1909, by a judgment of the court, I was appointed curator to the estate of said insolvent, who made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

C. A. McDONNELL,  
Curator.

180, Saint James street.  
Montreal, 4th March, 1909. 1190

Province of Quebec. }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. Graham & Co., of the city of Montreal, wood and coal merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was by judgment of His Lordship justice Fortin, appointed curator to the property of the said R. Graham & Co., the whole as by law provided.

The creditors of the said R. Graham & Co. are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
Curator.

Office of John Hyde,  
Chartered accountant and trustee,  
Rooms 303-304,  
Merchants Bank Chambers, Montreal.  
Montreal, 25th February, 1909. 1180

Elizabeth I. Graham, of the city of Westmount, spinster, individually and as far as she could for the firm of R. Graham & Co., of Montreal, did, on the 15th February, 1909, make an abandonment of property for the benefit of her and their creditors, in the protonotary's office of the superior court for the district of Montreal, the whole as by law provided.

JOHN HYDE,  
Deputy provisional guardian. 1182

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. Vineberg & Co., Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,  
Député gardien provisoire.  
Bureau de Wilks & Michaud,  
Montréal, 3 mars 1909. 1185

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of A. Vineberg & Co., Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made, in the prothonotary office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

A. W. WILKS,  
Deputy provisional guardian.  
Office of Wilks & Michaud,  
Montreal, 3rd March, 1909. 1186

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 10.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—** Dimes Audet vs Breault, 618 ; Bélanger vs Trudeau, 618 ; Bibeau vs Sylvestre, 618 ; Chicoine vs Duranleau, 616 ; Côté vs Joncas, 617 ; Dubé vs Duc, 617 ; Fontaine vs Lisée, 617 ; Gervais vs Savard, 617 ; Levasseur vs Auger, 618 ; Monard vs Durocher, 636 ; Rivard vs Martineau, 617.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—** Ouimet vs Paquette, 618 ; Roberge vs Laflamme, 617.

**ANNONCEURS :—**Avis aux :—Concernant avis, etc., 597.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL :—** Amendements aux règlements du Conseil d'Hygiène, 600.

**ASSOCIATIONS :—**The Hebrew Consumptives' Aid Association of Montreal, 635 ; The Quebec Hebrew Protective Association, 635.

**AVIS :—**Compagnie Côté, Boivin & Cie, 636 ; The Booth Copper Coy, 599.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 605 ; Conseil législatif, 604.

**DEMANDES A LA LEGISLATURE :—** Association de l'Exposition Industrielle de Montréal, 610 ; Béauger, J. A., 608 ; Brais, Narcisse Emilien et autres, 615 ; Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, 611 ; Chaput, Charles et autres, 614 ; Commission des écoles catholiques de Montréal, 610 ; Corporation de l'Évêque catholique romain de Montréal, 610 ; Corporation du village de Laprairie, 567 ; Corporation de la ville de Limoilou, 608 ; Dow, William & Coy, 615 ; Dugas, Côme et autres, 612 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 615 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor, 613 ; La compagnie de téléphone Nationale, 610 ; La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny, 611 ; La cité de Québec, 615 ; Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway Co, 613 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 615 ; La ville de Lévis, 609 ; Le Conservatoire National, 613 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 611 ; Lemoine, Gaspard et autres, 615 ; Les grevés et curateur de feu Isaïe Hurtubise, fils, 608 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 609 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 608 ; Lymans, limited, 614 ; Modification à la charte de la Montreal Light, Heat and Power Coy, 612 ; Montreal Jockey Club, 615 ; Montreal Trust & Deposit Co, 612 ; Municipalité du village de Saint-Joseph de Sorel, 609 ; Redpath,

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 10.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dimes Audet vs Breault, 618 ; Bélanger vs Trudeau, 618 ; Bibeau vs Sylvestre, 618 ; Chicoine vs Duranleau, 616 ; Côté vs Joncas, 617 ; Dubé vs Duc, 617 ; Fontaine vs Lisée, 617 ; Gervais vs Savard, 617 ; Levasseur vs Auger, 618 ; Monard vs Durocher, 636 ; Rivard vs Martineau, 617.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE :—** Ouimet vs Paquette, 618 ; Roberge vs Laflamme, 617.

**ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c 597.

**ORDER IN COUNCIL :—**Amendments to the by-laws of the Board of Health, 600.

**ASSOCIATIONS :—**The Hebrew Consumptives' Aid Association of Montreal, 635 ; The Quebec Hebrew Protective Association, 635.

**NOTICES :—**Compagnie Côté, Boivin & Cie, 636 ; The Booth Copper Coy, 599.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 605 ; Legislative Council, 604.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—** Association de l'Exposition Industrielle de Montreal 610 ; Béauger, J. A., 608 ; Brais, Narcisse Emilien and others, 615 ; Protestant Board of School Commissioners of the city of Sherbrooke, 611 ; Chaput, Charles and others, 614 ; The Montreal Catholic School Board, 610 ; Corporation of the Roman Catholic Bishop of Montreal, 610 ; Corporation du village de Laprairie, 567 ; Corporation of the town of Limoilou, 608 ; Dow, William & Coy, 615 ; Dugas, Côme and others, 612 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 615 ; Hamel, Jules Napoléon et uxor, 613 ; The National Telephone Coy, 619 ; The Mutual Fire Insurance Company of Montmagny, 611 ; The city of Québec, 615 ; Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co, 613 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 615 ; The town of Lévis, 609 ; The National Conservatory, 613 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 611 ; Lemoine Gaspard and others, 615 ; The institutes and curator of the late Isaïe Hurtubise, jr., 608 ; Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, 609 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 608 ; Lymans, limited, 614 ; Amending the charter of Montreal Light, Heat and Power Coy, 612 ; Montreal Jockey Club, 615 ; Montreal Trust and Deposit Coy, 612 ; Municipality of the village of Saint Joseph de Sorel, 609 ; Redpath,

Francis Robert et autres, 635 ; Représentants légaux de feu William Murray, 612 ; Shawinigan Falls General Hospital, 614 ; Succession Henry Wilson, 608 ; Succession de feu Dame Pemberton, 614 ; The Crown Trust Coy, 609 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 613 ; The Saraguay Electric and Water Coy, 611 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 610 ; Yuile, David et autres, 934.

ELECTION, état des dépenses :—Thomas O'Connell, division No 6, Montréal, 615.

FAILLIS :—Bergeron, 620 ; Codère, jr., 637 ; Deseve, 619 ; Gagné & Naud, 620 ; Godbout, 619 ; Graham (Dme), 637 ; Graham Co, 637 ; Hyde, 619 ; Jobin, 636 ; Jobin, 637 ; Labelle, 636 ; Lecours, 620 ; Maheux (Dme), 621 ; Marchand & Cie, 620 ; Martineau, 618 ; Partridge, 620 ; Pinel, 619 ; Schoolcraft, 637 ; Tremblay, 621 ; Vanier & Cie, 620 ; Vineberg & Co, 638.

LETRES PATENTES :—La Cie de frais funéraires des Cantons de l'Est, 565 ; The Royal Construction Coy, 566.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—North Hatley, comté de Stansted, 634.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Saint-Jérôme de Matane à la municipalité du village de Saint-Jérôme de Matane, comté de Matane, 601 ; Panet, comté de Montmagny, 468 ; Sainte-Sabine, comtés de Bellechasse et Dorchester, 601 ; Saint-Albert, comté de Gaspé, 601.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Annexées ou érigées :—Canton Eardley, 599 ; Divers lots de Témiscamingue à Guigues, 599 ; No 57, rang Saint-Guillaume à Saint-Lazare, 599 ; Massé à Sainte-Angèle de Merici, 599 ; Tingwick à Saint-Rémi de Tingwick, 600.

NOMINATIONS :—Auditeur de la province :—M. Jos. Morin, 597.  
Commissaire d'écoles :—Saint-Prosper, 598.  
Conseillers :—Municipalité de Notre-Dame du Sacré-Cœur, 597.  
Cour des commissaires :—Saint-Guillaume d'Upton, 598.  
Greffier du conseil législatif :—Province de Québec, 598.  
Juges de paix :—Districts de Saint-François, 598 ; Trois-Rivières, 598 ; Montréal, 598 ; Gaspé, 598 ; Richelieu, 598 ; Chicoutimi, 597.  
Juge de paix en vertu de l'article 2572 :—District de Pontiac, 598.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—Louis Albert Bédard, 599.

ORDRE DE COUR :—Morin et al vs Rosenberg et al, 621.

VENTES PAR LICITATION :—Demanche vs Grenier et al, 622 ; Quinn vs Quinn et al, 622.

#### VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Audet & Tremblay, faillis, 623 ; Boucher vs Bertrand, 623.

BEAUHARNOIS :—The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Crevier, 624.

Francis Robert and others, 635 ; Legal representatives of the late William Murray, 612 ; Shawinigan Falls General Hospital, 614 ; Estate Henry Wilson, 608 ; Estate of the late Dme Pemberton, 614 ; The Crown Trust Coy, 609 ; The Provincial Mutual Benefit Society, 613 ; The Saraguay Electric and Water Coy, 611 ; Sterling Fire Insurance Coy, 610 ; Yuile, David and others, 634.

ELECTION, statement of costs :—Thomas O'Connell, division No. 6, Montreal, 615.

INSOLVENTS :—Bergeron, 620 ; Codère, jr., 637 ; Deseve, 619 ; Gagné & Naud, 620 ; Godbout, 619 ; Graham (Dme), 637 ; Graham Co, 637 ; Hyde, 619 ; Jobin, 636 ; Jobin, 637 ; Labelle, 636 ; Lecours, 620 ; Maheux (Dme), 621 ; Marchand & Cie, 620 ; Martineau, 618 ; Partridge, 620 ; Pinel, 619 ; Schoolcraft, 637 ; Tremblay, 621 ; Vagier & Cie, 620 ; Vineberg & Co, 638.

LETTERS PATENT :—La Cie de frais funéraires des Cantons de l'Est, 565 ; The Royal Construction Coy, 566.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—North Hatley, county of Stansted, 634.

SCHOOLS MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect :—Several lots of Saint Jérôme de Matane, to the municipality of the village of Saint Jérôme de Matane, county of Matane, 601 ; Panet, county of Montmagny, 468 ; Sainte Sabine, counties of Bellechasse and Dorchester, 601 ; Saint Albert, county of Gaspé, 601.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Annexed or erected :—Township Eardley, 599 ; Several lots of the Témiscamingue to Guigues, 599 ; No. 57, rang of Saint Guillaume to Saint Lazare, 599 ; Massé to Sainte Angèle de Merici, 599 ; Tingwick to Saint Rémi de Tingwick, 600.

APPOINTMENTS :—Auditor of the province :—Mr. Jos. Morin, 597.  
School commissioner :—Saint Prosper, 598.  
Councillors :—Municipality of Notre Dame du Sacré Cœur, 597.  
Commissioners court :—Saint Guillaume d'Upton, 598.  
Clerk of Legislative Council :—Province of Quebec, 598.  
Justices of the peace :—Districts of Saint Francis, 598 ; Three Rivers, 598 ; Montreal, 598 ; Gaspé, 598 ; Richelieu, 598 ; Chicoutimi, 597.  
Justice of the peace, in virtue of article 2572 :—District of Pontiac, 598.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—Louis Albert Bédard, 599.

ORDER OF THE COURT :—Morin et al vs Rosenberg et al, 621.

SALES BY LICITATION :—Demanche vs Grenier et al, 622 ; Quinn vs Quinn et al, 622.

#### SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Audet & Tremblay, insolvents, 623 ; Boucher vs Bertrand, 623.

BEAUHARNOIS :—The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Crevier, 624.

- BEDFORD** :—Premond vs Gervais, 625 ; Scott & Co vs Pinel, 624.
- IBERVILLE** :—La Banque de Saint-Hyacinthe vs Touchette et al, 625.
- JOLIETTE** :—Rivest (Dme) vs héritiers Lepage et al, 626.
- MONTRÉAL** :—Forest et al vs Robert, 627 ; Luttrell & Co, faillis, 627 ; Valois (Dme) vs Cerino, 626.
- QUÉBEC** :—Dubuc vs Moisan, 628 ; La cité de Québec vs Desrochers ès-qual, 628 ; La cité de Québec vs Galarneau, 628.
- SAGUENAY** :—Breakey vs Robitaille, 628.
- SAINT FRANÇOIS** :—Bourbeau vs Gervais, 631 ; Girardin vs Ste. Marie, 632.
- SAINT-HYACINTHE** :—Morin vs Desmarais, 632.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Fitzpatrick vs Corporation de la cité des Trois-Rivières, 633 ; Giguère vs Lavergne, 633.
- BEDFORD** :—Premond vs Gervais, 625 ; Scott & Co vs Pinel, 624.
- IBERVILLE** :—La Banque de Saint-Hyacinthe vs Touchette et al, 625.
- JOLIETTE** :—Rivest (Dme) vs heirs Lepage et al, 626.
- MONTREAL** :—Forest et al vs Robert, 627 ; Luttrell & Co, insolvents, 627 ; Valois (Dme) vs Cerino, 626.
- QUEBEC** :—Dubuc vs Moisan, 628 ; La cité de Québec vs Desrochers ès-qual, 628 ; La cité de Québec vs Galarneau, 628.
- SAGUENAY** :—Breakey vs Robitaille, 628.
- SAINT FRANCIS** :—Bourbeau vs Gervais, 631 ; Girardin vs Ste. Marie, 632.
- SAINT HYACINTH** :—Morin vs Desmarais, 632.
- THREE RIVERS** : Fitzpatrick vs Corporation of the city of Three Rivers, 633 ; Giguère vs Lavergne, 633.